

MAI 1968
UNE HISTOIRE POLITIQUE ET HUMAINE

<i>LA PORTÉE DE 1968</i>	<i>page 2</i>
<i>LES ANNÉES QUI ONT PRÉPARÉ 1968</i>	<i>page 3</i>
<i>LE MASSACRE DE 1967 EN GUADELOUPE</i>	<i>page 4</i>
<i>UNE POLITISATION PAR L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE ET LE MARXISME</i>	<i>page 5</i>
<i>ÉTUDIANTS ET OUVRIERS, CHACUN DANS LEUR MONDE</i>	<i>page 5</i>
<i>UN HISTORIQUE RAPIDE DES « ÉVÈNEMENTS »</i>	<i>page 7</i>
<i>LA RENCONTRE ÉTUDIANTS-OUVRIERS</i>	<i>page 11</i>
<i>LA PAROLE EST PRISE PARTOUT, À TOUT MOMENT</i>	<i>page 16</i>
<i>LA GRÈVE, LE GOÛT POUR UNE VIE NOUVELLE</i>	<i>page 21</i>
<i>LA RÉPRESSION DANS LA RUE</i>	<i>page 25</i>
<i>1968 UN MOUVEMENT INTERNATIONAL</i>	<i>page 26</i>
<i>MAI 68 ET LES IMMIGRES</i>	<i>page 28</i>
<i>LA PLACE DES FEMMES EN MAI 68</i>	<i>page 30</i>
<i>L'ATTITUDE DE LA CGT ET DU PCF</i>	<i>page 32</i>
<i>LE RETOUR À L'ORDRE BOURGEOIS</i>	<i>page 37</i>
<i>MAI 68 DANS L'HISTOIRE</i>	<i>page 38</i>
<i>• SOURCES</i>	<i>page 40</i>

Lorsque l'on découvre Mai 1968, dans les brochures et dans les livres, au travers des documentaires et des films, on est touché par la générosité et la liberté de parole qui se sont produites à bien des niveaux dans la société française, européenne et mondiale. Cette envie de changer les choses et le monde, de bousculer des habitudes, de sortir de la bulle dans laquelle on se trouve, se ressent dans toutes les discussions.

En France, les gens sont sortis dans la rue, se sont regroupés, se sont parlé, ont échangé leurs idées, ont cherché surtout de nouvelles idées, ont montré une soif de nouveauté, donc un espoir que des changements profonds étaient possibles. On se mettait à remettre en cause des principes ancrés dans la vie sociale depuis des générations, tels que le patriarcat, la hiérarchie, la place de la femme dans la société. Les idées s'exprimaient, la parole se libérait comme on a tant dit. Et tout ceux qui ont vécu cette période s'accordent à dire que cela faisait du bien.

Cette prise de parole se faisait partout dans la rue, dans les squares, mais aussi sur des affiches improvisées ou plus élaborées (affiches des Beaux-arts), sur les murs des villes ou à l'entrée des usines, dans les facultés, sur les banderoles, dans les manifs. On se réunissait dans les amphithéâtres, de la Sorbonne, de Nanterre, au théâtre de l'Odéon. Et l'on s'exprimait aussi à travers la musique et les arts. On peut dire qu'a surgi alors une période vivante, enrichissante, enthousiasmante. Mai 68 a certes été suivi d'un reflux, d'un recul sur bien des points et d'un retour à l'ordre, mais il laissera des traces indélébiles chez tout ceux qui l'ont vécu, et va durablement affecter, modifier, faire progresser, bien des domaines de la vie sociale.

On peut citer d'ores et déjà quatre exemples, pour donner dès à présent une idée de l'impact de Mai 68 : le corps des femmes qui va se mettre à leur revenir à travers l'obtention de droits nouveaux en matière de contraception, d'interruption de grossesse, de connaissance de la sexualité ; la norme de la famille patriarcale qui va exploser dans un mouvement toujours en cours de nos jours, permettant notamment aux femmes seules de ne plus être totalement déconsidérées moralement ; le système des informations dirigé par les grands médias va devoir ne plus être un monopole de l'État, et de nombreux petits moyens sont inventés au sein de la population, pour diffuser sa propre information ; à l'usine, le monopole quasi dictatorial de la CGT stalinienne et derrière elle du Parti communiste va s'effriter sous les coups de boutoir d'une jeune génération gagnée aux idées d'une extrême gauche variée et vivante.

Pour parler de Mai 68, nous ne développerons pas l'historique des événements, qu'il est facile de trouver, à commencer par Wikipedia, à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Mai_68 Nous allons plutôt donner la parole à ceux qui l'ont prise, militants, étudiants, lycéens et ouvriers, orateurs improvisés, ainsi que des hommes et des femmes anonymes. Tout le monde n'a pas connu cette libération, cette ouverture, cette fraternité dans la discussion et la réflexion. Des jeunes, de moins jeunes, dans certaines villes, n'ont pas connu grand chose par eux-mêmes. C'est qu'il fallait tout de même faire un premier pas, descendre dans la rue, se mettre à écouter, puis à parler peut-être, questionner, se poser des questions, se faire un avis. D'autres sont restés momentanément à l'écart, comme ces ouvriers immigrés portugais qui vivaient dans les bidonvilles de la région parisienne et qui ont plutôt mal vécu cette période.

Mais c'est quelques mois, quelques années après qu'ils seront eux aussi touchés par les contre coups profonds de Mai 68. Et les immigrés aussi feront leur apparition sur le devant de la scène.

LES ANNÉES QUI ONT PRÉPARÉ 1968

La politisation de la jeunesse de mai 68 est née dans les années 50 et 60. En France, la guerre d'Algérie a décidé des jeunes à s'engager, prendre des risques sérieux, apprendre à connaître et faire avec l'appareil de répression de l'État français, alors que même le Parti communiste français se refuse à soutenir la revendication d'indépendance, et encore moins à soutenir matériellement le FLN en France.

Mais la situation internationale aussi est propice à des prises de conscience. Cuba réalise sa révolution, bourgeoise selon nous, mais elle s'oppose au monstre américain, le grand maître du monde qui lui fait face, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Che Guevara, souhaitant « mondialiser » la révolution, est parti combattre en Bolivie où il est assassiné en octobre 1967, par les sbires locaux des Américains. Il deviendra à travers le monde une icône de la révolution.

Les pays d'Amérique latine ont certes obtenu leur indépendance bien plus tôt que partout ailleurs dans le monde : Paraguay 1811, Colombie 1814, Argentine 1816, Chili 1818, Brésil 1824, Bolivie 1825, Uruguay 1830. Ils se libèrent de la première grande vague colonisatrice, celle des Espagnols et des Portugais qui s'étaient partagé le sous-continent. Mais c'est maintenant la puissance de l'impérialisme américain qui, par les méthodes du capitalisme, du développement inégal, exploite et surexploite les matières premières et par là les populations.

De l'autre côté de la planète, les Etats-Unis mènent la guerre au Vietnam, une guerre dont le côté abominable va largement choquer. Aujourd'hui, on est tellement envahi d'images, de photos, de clichés de toutes sortes que les gens ne font même plus attention aux horreurs des guerres qui nous entourent. Cela fait partie du quotidien à la télévision. Mais à l'époque des années 1960, les maisons s'équipent tout juste d'appareils électroménagers, et de postes de télévision qui révolutionnent la vie quotidienne. Et l'on peut voir les images des bombes au napalm brûlant tout en explosant, asphyxiant et tuant des populations entières. Des G.I. se prennent en photo devant les victimes qu'ils viennent de tuer. Un G.I. encore, portant sur la tempe d'un homme, un pistolet, prêt à tirer.

Cette guerre, qui en réalité fait suite à celle qu'a menée, et perdu, la France pour garder l'Indochine coloniale et limiter l'expansion du camp soviétique, devient insupportable et quelques pans de la jeunesse étudiante ou lycéenne rejoignent des comités mis en place dès 1965 par de petits groupes marxistes, pour dénoncer la guerre et l'impérialisme américain. Ils militent et soutiennent la lutte du FNL, front national de libération au Vietnam.

Aux États-Unis même, les mouvements noirs pour les droits civiques des opprimés sont nombreux. Les noms de Black Panthers, Malcom X, Martin Luther King, sont dans l'actualité. Ce dernier, pasteur noir américain, deviendra aussi une icône de la lutte des opprimés. À l'été 1968, l'image de Tommie Smith, athlète noir américain qui va lever son poing ganté de noir sur le podium des Jeux olympiques de Mexico, va faire savoir au monde entier la protestation contre la répression faite aux Noirs.

On peut également citer la Guerre des Six Jours qu'a menée Israël en juin 1967, où la puissance israélienne va multiplier sa superficie par cinq, en s'emparant des « territoires occupés » (Cisjordanie, Gaza, Golan, Jérusalem-Est), et en plaçant sous son administration un million d'Arabes.

LE MASSACRE DE 1967 EN GUADELOUPE

En ces années encore, un épisode moins connu a lieu, celui du massacre de Mai 1967, en Guadeloupe. Un film paru en 2011 « *Mai 67, un massacre oublié* » retrace ces événements. Des ouvriers du bâtiment se mettent en grève pour revendiquer des augmentations de salaires. Ce sont d'anciens travailleurs des champs de canne à sucre. Ils avaient connu de rudes conditions de travail. Mais l'industrie sucrière guadeloupéenne n'arrivant plus à faire face à la concurrence, les usines ont fermé à tour de rôle, et les ouvriers ont été obligés d'aller chercher du travail en ville, à Pointe-à-Pitre. Ils se retrouvent là à vivre dans des bidonvilles où plusieurs familles sont entassées sous un seul toit, sans toilettes, sans cuisine, tels les immigrés portugais qu'on avait fait venir en France dans les années 1960 pour travailler dans l'automobile, une main-d'œuvre à bon marché comme on dit.

La répression policière va s'abattre sur ces manifestants faisant deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Les jours suivants, cette fois c'est l'armée qui prend le relais, ayant eu le feu vert de Jacques Foccart, le Monsieur Afrique de ces années-là. Toute personne visible dans la rue est abattue par la gendarmerie mobile : il s'agit donc d'instaurer la terreur devant l'autorité française. 87 morts, ce sera le chiffre officiellement retenu par l'administration française, mais ce chiffre est mis en doute par les militants de la Guadeloupe. Plusieurs personnes ont été violemment battues, retrouvées mortes, puis ont mystérieusement disparu aussi.

La manifestation ouvrière a été un prétexte à la répression policière pour mater les velléités d'indépendance, dans un contexte où c'est à l'échelle internationale que le problème est posé. La Guadeloupe, petit pays de seulement 300 000 habitants, se bat pour tenter de l'obtenir. Le premier mort de cette répression est un membre du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe, né en 1963). Jacques Nestor est venu à la manifestation par solidarité avec les ouvriers du bâtiment. Il sera assassiné, comme d'autres militants, en réponse à leur lutte politique. Ce massacre oublié, en particulier dans le pays, la France, qui en est responsable, est en fait un massacre politique.

Claude Makouke, un co-fondateur du GONG explique : « *La grève des ouvriers du bâtiment de Mai 67 était une occasion rêvée pour pouvoir sévir quand on se met du côté du colonialisme. Et c'est vrai qu'ils ont frappé fort, aveuglément, mais tout en ayant en tête que l'essentiel des gens qu'ils devaient tuer étaient des militants du GONG. Il y avait un certain nombre d'autres personnes qui n'avaient rien à voir, mais on a tué de manière sauvage pour faire peur, pour que nous n'ayons plus l'idée de recommencer. On l'avait fait en 1802, on a recommencé en 1910 et on l'a fait aussi en 1967* ».

Après la tuerie de Mai 67, les patrons blancs du bâtiment accorderont 25% d'augmentation, au lieu des 2,5% qu'ils revendiquaient au départ, une manière de calmer la classe ouvrière et en même temps de lui faire oublier le massacre.

UNE POLITISATION PAR L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE ET PAR LE MARXISME

C'est dans tout ce contexte que se forme ou se prépare une génération de poignées de militants anti-impérialistes, anti-colonialistes, anti-fascistes, révoltée et humaniste et une fraction de la jeunesse révoltée et humaniste. Les plus engagés se passionnent pour les lectures de Marx, Engels, Lénine, Trotski, Rosa Luxembourg, Mao Zedong, Che Guevara, Marcuse, et d'autres.

Mathieu, le fils de Barta, dirigeant du groupe français Union communiste, a regroupé ses souvenirs militants dans une brochure intitulée « *Mai 68, une histoire gaie* » éditée par Cinquième zone en 1998. Il y raconte qu'à 17 ans, avant les événements de Mai 68, il dévore les lectures révolutionnaires, et que manifester cela faisait partie de la vie quotidienne. Discuter aussi, échanger, confronter ses idées, tout cela devenait une habitude. Il explique que l'on pouvait devenir maoïste ou trotskyste par simple sympathie ou admiration envers les peuples opprimés des pays étrangers, et en même temps par opposition au mode de vie occidentalisé des pays capitalistes. Lui-même devient maoïste en regardant un jour un documentaire sur les conditions rudes des travailleurs chinois et se déclarera plus tard trotskyste par sympathie pour les idées de Marx et Trotski.

De ce point de vue, on peut penser à la situation politique à la veille de la Commune de Paris où divers courants politiques se côtoient, se confrontent et s'entraident, s'affirment et se mélangent. Les années 60 mettent en commun la dénonciation de l'impérialisme à travers le monde et l'exploitation des pays dominés. Et partant de la nécessité de lutter contre cette domination, elles vont faire de Mai 68 un outil, un moment, qui pose la question du renversement de toutes les formes de domination, une remise en cause de la société.

Or, une idéologie existe qui s'est posée cette question, c'est le marxisme. Non pas celui que prétend maintenir le Parti communiste français, qui a en réalité profondément enterré toute idée révolutionnaire, toute contestation globale de l'ordre social, mais le marxisme des origines, celui de Marx et Engels. Et à cette grande théorie, Mai 68 va ajouter deux références révolutionnaires qui ont marqué le 20^{ème} siècle : la révolution russe de 1917 et la révolution maoïste de 1949.

ÉTUDIANTS ET OUVRIERS, CHACUN DANS LEUR MONDE

A la cité universitaire d'Antony, éclate la première révolte étudiante en 1965 pour s'opposer aux ségrégations faites entre filles et garçons. Cette protestation contre les règlements dans les cités universitaires s'étend dans toute la France, à Toulouse, à Lille, à Clermont Ferrand, à Dijon ou à Nantes. Partout, les conditions d'accès à l'université sont remises en cause. En 1967, les étudiants de Nanterre aussi se révoltent. On peut lire dans un premier temps sur des banderoles accrochées à la faculté « *Nous voulons des chambres* » ; « *Nous voulons des locaux et des maîtres* » ; « *Gratuité de l'enseignement, Allocation d'études* ». Puis cela devient : « *Non à la répression policière* » ; « *Université critique* » ; « *Droit à l'expression politique et à l'action politique dans la faculté* ».

En parallèle à cette contestation étudiante, et dans un monde totalement différent, durant les années qui précèdent Mai 68, une série de grèves a lieu dans les usines pour des revendications de salaires, l'amélioration des conditions de travail et revendiquer des embauches. Dans le Nord de la France, à Caen, Fougères, Redon, Saint Nazaire, les ouvriers se mettent en grève. Le 1^{er} mai 1967, à Saint Nazaire, une manifestation regroupe des hommes et des femmes qui défilent en chantant l'Internationale. Depuis deux mois déjà, 9000 ouvriers des Chantiers Navals sont en grève pour revendiquer le réajustement de leur salaire. La solidarité s'organise : les pêcheurs ravitaillent les grévistes avec 45 tonnes de poisson. Les agriculteurs apportent 10 tonnes de pommes de terre. Les coiffeurs témoignent de leur solidarité en proposant de couper les cheveux gratuitement. Une caisse de solidarité se crée en soutien aux travailleurs grévistes.

Un père de famille témoigne : « *On a passé de bons moments malgré que c'était dur pour tout le monde. (...) On ne se connaissait pas beaucoup, on s'est fait de très bons camarades en grève et ça a permis justement de resserrer l'unité parmi nous, ce qui est très important, aussi bien pour l'avenir... surtout pour l'avenir* ». Un responsable commerçant dit fièrement que cette grève s'est faite dans la dignité, que c'était même une dignité émouvante car bien que les ouvriers devaient acheter moins, eux ou leurs femmes ne se plaignaient pas. Un syndicaliste affirme : « *Les travailleurs veulent aussi être responsables, non seulement dans l'entreprise où on leur demande de prendre des responsabilités, mais aussi dans toute leur vie. Ils veulent être dignes* ». Un autre explique qu'il a appris à aimer les gens et parlera avec beaucoup d'émotion tout en restant digne.

La grève des ouvriers des Chantiers de Saint Nazaire durera 62 jours. Les quelques témoignages de ces hommes et de ces femmes qui parlent devant la caméra (*Le premier mai à Saint Nazaire*) sont attachants et émouvants. On sent de la fierté et de la dignité en chacun d'eux.

Dans son livre *1968, de grands soirs en petits matins*, Ludivine Bantigny retrace les difficultés du monde ouvrier dans le Nord de la France : « *A Longwy, fin 1967, les moins de 25 ans représentent désormais 50% des demandeurs d'emploi, contre 25% deux ans auparavant. (...) Des usines ferment, des puits de mines licencient (...). Le textile est aussi affaibli (...) des usines disparaissent. (...) En Loire -Atlantique, plusieurs milliers d'emplois sont supprimés en quelques années : dans les chantiers navals, chez Say, Lu, Cassegrain et bien d'autres encore. (...) Les salaires sont de surcroît faibles dans de nombreux secteurs. Le volant de chômeurs, estimé entre 400 000 et 500 000, pèse d'ailleurs sur les rémunérations des travailleurs et les tire vers le bas. Entre 1964 et 1967, les salaires réels ne progressent plus que de 3% par an, contre 5% durant la période antérieure. Plus de 5 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté et 2 millions de salariés gagnent moins de 500 francs par mois –soit l'équivalent de 750 euros* ».

À lire cette description, on peut se dire qu'aujourd'hui le monde du travail ouvrier aurait dix fois plus de raisons de se révolter : 1,5% en moyenne d'augmentation annuelle, des conditions de travail qui se détériorent, un chômage au moins dix fois plus massif, etc. Et l'on pourrait se désoler de ce que, au contraire, la conscience de classe semble absente, ou que, parmi les étudiants, prime l'individualisme.

Mais il faut bien voir que ces événements précurseurs de 1968 que nous regardons aujourd'hui à la loupe, semblaient à l'époque totalement inexistants. La télévision, entièrement entre les mains de l'Etat, n'en parlait pas du tout. Le climat général du pays

semble d'une stabilité tranquille et impossible à bouger. C'est qu'il y a une part absolument imprévisible dans le déclenchement des grands mouvements. Et ce n'est que bien après que l'on peut analyser, trouver ce qui a pu germer, ce qui a pu déclencher, ce qui a pu étendre l'incendie social.

Si au cours des événements, comme on les appellera, de Mai 68, on se préoccupe des autres, on a des réflexes collectifs, on cherche des solutions qui satisfassent l'ensemble, et pas seulement sa seule corporation, quelques semaines, quelques jours même plus tôt, on ne voyait rien de tel à l'échelle du pays. Les événements, leur succession, le hasard qui les a produits, l'impact qu'ils ont eu, c'est aussi dans cette alchimie imprévisible que réside la capacité d'un vrai mouvement à prendre de l'ampleur et s'installer.

UN HISTORIQUE RAPIDE DES « ÉVÈNEMENTS »

On peut prendre comme point de départ – mais il peut y en avoir d'autres - l'agitation qui règne à l'université de Nanterre. Après un mois de conflits de plus en plus politisés, l'université est fermée, le jeudi 2 mai, et plusieurs étudiants doivent passer en conseil de discipline.

Le lendemain, vendredi 3 mai, une manifestation de quelques centaines d'étudiants, dont une partie de ceux de Nanterre, proteste, à la Sorbonne, au centre de Paris. Le mouvement d'extrême droite Occident annonce qu'il va venir pour cogner. Les étudiants s'arment alors de bâtons. Le recteur de l'académie de Paris, sans prévenir ni négocier, fait alors appel à la police pour évacuer la Sorbonne. C'est l'étincelle qui enflamme cette fois l'ensemble du monde étudiant. Depuis toujours l'université, étant un lieu de liberté de penser, est censée être protégée de toute intrusion policière. C'est la première journée d'émeutes, dans Paris. Des barricades, 279 étudiants blessés, 202 policiers blessés.

Le lundi 6 mai, huit étudiants, dont Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Duteuil, sont convoqués en commission disciplinaire. Ils sont accompagnés de grands professeurs (Alain Touraine, Paul Ricœur, Henri Lefebvre), pour qui l'université doit rester un sanctuaire. Nouveaux affrontements au Quartier Latin. Quelques villes de province, Brest, Strasbourg, Dijon, voient des étudiants manifester en solidarité.

Le mardi 7 mai déjà, un nouveau journal est né : Action, où Reiser, Siné, Wolinski s'en donnent à cœur joie contre l'état gaulliste. Ce journal, quotidien, va monter en flèche, jusqu'à 100 000 exemplaires vendus dans la rue.

La journée, ou plutôt la nuit décisive, celle qui va faire sortir le mouvement du seul monde étudiant, pour toucher la société tout entière, c'est le vendredi 10 mai. La police continue de boucler la Sorbonne. Les étudiants et les lycéens, de plus en plus nombreux, de l'ordre de 20 000 entourent la police, 6500 hommes. Sans que le mot d'ordre soit donné, de fait, des barricades vont être érigées pour, en fait boucler la police à son tour. Les pavés des rues sont enlevés.

La police va attaquer dans la nuit, après 2 heures du matin, et la bataille, acharnée, durera jusqu'à l'aube. Seules, les radios privées, RTL et Europe 1, donnent, en direct, des informations sur ce qui se passe dans tout le centre de Paris. Au matin, la population qui apprend ce qui s'est passé, est sonnée, profondément choquée et émue par l'ampleur de la

répression. C'est une scène de guerre, 125 voitures qui ont servi de barricades détériorées ou incendiées, 500 arrestations, un nombre de blessés inconnu chez les manifestants, car beaucoup n'osent pas se déclarer. Sortira plus tard *Le Livre Noir des Journées de Mai*, qui relate les méthodes et les violences de la police.

La CGT, alors un syndicat très largement majoritaire à l'échelle nationale, connu pour être aux mains de la direction du Parti communiste, n'avait jusque là rien dit. Pire, des affiches avaient dénoncé les actions des étudiants, les présentant comme des irresponsables privilégiés. Mais devant une opinion bouleversée par ce qu'on appelle alors La Nuit des barricades, le dimanche 12, la CGT appelle à une journée de grève – une seule journée – pour le lendemain, lundi 13 mai.

Pour qui n'y est pas habitué, on peut voir là une réaction sympathique, normale. Mais l'examen de l'histoire sur la durée nous apprend qu'il n'en est rien. Totalement débarquée depuis le début du mouvement, la CGT l'a d'abord méprisé, considérant qu'il n'irait de toute façon pas bien loin. Mais une fois la population émue et concernée, la CGT et le PCF avaient alors les moyens de le savoir, par ses militants de base dans les cités, dans les usines. En lançant un ordre de grève d'une journée, il s'agit de tenter de prendre la direction du mouvement, pour le canaliser. Elle le lance pour mieux pouvoir, au moment voulu, l'arrêter. En fait, elle voudrait qu'il ne dure qu'une journée. Mais rien ne va se passer ainsi...

Le samedi 11 mai, le Premier ministre Georges Pompidou, revenu d'urgence d'un voyage à l'étranger, annonce qu'il libère les étudiants emprisonnés, et qu'il rouvre la Sorbonne. Trop tard ! Cela ne change rien à la volonté populaire de protester, de montrer son indignation.

Lundi 13 mai, la manifestation est monstrueuse : lycéens, étudiants, grévistes ouvriers et employés traversent Paris. Les syndicats parlent d'un million de personnes, les calculs plus sérieux disent 500 000, la police trouve 230 000, et l'ORTF, la télé annonce 171 000. On ne voit pas la police. Les syndicats y ont toute leur place. Mais les slogans ne parlent pas de revendications ouvrières, ils sont on ne peut plus politiques : « *Dix ans, ça suffit !* », clament les manifestants, demandant ainsi le départ de De Gaulle. Et ici ou là, on commence à voir des jeunes grimper sur les toits de bâtiments symboliques de la capitale, les gares, le Palais de justice, et arborer le drapeau rouge, le drapeau de la révolution sociale. On ne le sait pas encore, mais ils vont y rester pendant des semaines.

La Sorbonne ré-ouverte, elle est proclamée par les étudiants Université du Peuple. Tous les murs vont se recouvrir d'affiches, programmes pour changer le monde et dépasser le capitalisme ou slogans qui décrivent la vieille société. La cour devient un lieu d'exposition des divers stands politiques d'extrême gauche, les salles deviennent des lieux de débat. Et cette discussion s'étend du jour au lendemain à tout le pays.

Autre évènement capital : mardi 14 mai, à la surprise totale des dirigeants de la Cgt qui s'estiment indispensables pour qu'une grève puisse se tenir, des mouvements locaux de grève sont décidés, en dehors des syndicats, notamment par des jeunes ouvriers devenus enthousiastes après leur manifestation et la démonstration de force de la veille. Et là encore, c'est comme une flambée que le mouvement s'étend et gagne le pays à toute vitesse. La grève générale d'une journée s'est transformée en grève générale illimitée. Au total, un tiers de la population active du pays sera en grève, c'est la plus grande grève de toute l'histoire en France. Le 22 mai, on compte dix millions de salariés qui ne travaillent pas.

Dans les usines, à l'abri des regards, et bien évidemment sans que la presse s'y intéresse, les syndicats, CGT en tête, se démènent pour reprendre la direction des choses. L'un des moyens qui sera utilisé va être de demander aux militants de se dévouer... seuls : à eux de garder l'usine, de l'occuper, tout en faisant comprendre au commun des mortels qu'il peut rentrer chez lui. Mais dans certaines entreprises, des militants de base font tout l'inverse, et réfléchissent à inventer un fonctionnement collectif pour l'avenir. Et dans l'immédiat, ils organisent une grève active et démocratique, comme à Sud-Aviation (Loire-Atlantique).

La grève, de fait, est politique. Personne ne pense vraiment à des revendications économiques. Ce n'est pas qu'il n'y en aurait pas, ni que tout va bien puisque nous sommes dans les dites « trente glorieuses ». Mais le sentiment qui domine est qu'on en a marre de ce régime autoritaire. On en a marre de la vie à l'usine où l'on est devenu des automates qui courent après les chaînes et les machines. Le monde ouvrier, certes, est très loin des idées socialistes, communistes, anarchistes qui brûlent maintenant dans le monde étudiant. Mais il ressent sa condition comme inférieure et c'est d'abord contre cela qu'il réagit. Il a senti qu'une brèche avait été ouverte, son réflexe est d'en profiter.

Par contre, c'est toute une nouvelle génération de jeunes ouvriers qui va, soit faire le chemin d'aller à la rencontre des étudiants des militants d'extrême gauche, ne serait-ce que dans les manifestations, ou sinon ils vont être eux-mêmes rencontrés par ces militants qui partent à leur recherche, dans les cités, à la porte des entreprises, certains comme des maoïstes se faisant embaucher dans les usines. Et ce travail, qui prendra des années, finira par commencer à défaire le monopole total qu'exercent jusque là la CGT et le Parti communiste français sur la classe ouvrière.

Pour tenter d'arrêter tout cela, De Gaulle annonce le 24 mai qu'il organise un référendum, où il demande si le peuple de France veut lui donner un mandat pour rénover le pays... Mais tout le monde s'en fout, s'ensuit une nouvelle nuit de barricades et l'idée est vite oubliée.

Ce 24 mai, la deuxième nuit des barricades, un homme, peut-être un passant, trouve la mort, touché en plein cœur par un éclat de grenade. Parmi les forces de l'ordre, un commissaire de police, René Lacroix, trouve également la mort cette nuit-là à Lyon, officiellement écrasé par un camion lancé par des manifestants.

Plus sérieusement, Jacques Chirac est envoyé par Georges Pompidou pour rencontrer la CGT, et négocier en secret les moyens de faire cesser la grève. Les choses sont peut-être secrètes, mais elles sont claires : la bourgeoisie est prête à lâcher de ce qu'elle a, du fric, pourvu que l'on arrête ce grand bazar où trop d'idées dangereuses sont agitées. Et en face, la CGT se frotte les mains de ce qu'elle est en très bonne position pour pouvoir jouer ce rôle : son organisation, hiérarchique, a les moyens de faire appliquer ce que veut la direction. En échange de quoi, elle peut s'attendre d'un côté à de belles avancées sociales dont elle pourra se vanter les avoir obtenues, et d'un autre côté, elle sait que la bourgeoisie lui fera, pour ce joli travail, de beaux cadeaux à titre personnel, pour sa propre organisation, en divers moyens financiers et autres postes syndicaux.

Le 27 mai, après une négociation cette fois bien officielle, syndicats, patronat et gouvernement se disent d'accord : ce sont les accords de Grenelle. Le SMIG est augmenté de 35%, les jours de grève payés à 50%, le droit syndical est reconnu dans l'entreprise. Le

secrétaire général de la CGT vient l'annoncer aux ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt : il se fait huer. Pas question de reprise du travail !

Or, le même jour, une opération politique de la gauche réformiste et non communiste est menée au Stade Charléty, dans le sud de Paris. CFDT, UNEF (étudiants), FEN (enseignants) remplissent le stade. Mitterrand parle d'un gouvernement provisoire qui pourrait être dirigé par Pierre Mendès France. Le Parti communiste y voit le danger d'être doublé sur sa droite. Alors, il décide de manifester seul le 29 mai, dans Paris, pour se proposer à gouverner lui aussi, et il défile dans un Paris désert avec le slogan de « gouvernement populaire ».

Le même jour, De Gaulle disparaît de la capitale. Ne sachant où il est et ce qu'il fait, on voit ce jour-là tout l'appareil d'État prendre discrètement la tangente, les uns et les autres préférant se faire oublier en tant que complice de son régime et de sa répression, en espérant ainsi récupérer une place avec la nouvelle équipe politique au pouvoir.

En fait, De Gaulle a été voir un élément de l'armée française, dirigé par le général Massu, posté en Allemagne. De Gaulle ne sait plus que faire ? Veut-il passer la main ? Ou faire croire à une intervention possible de l'armée ? Ou cherche-t-il conseil auprès de quelqu'un qui sait ce qu'est l'autorité ? En tout cas, il rentre à Paris le lendemain jeudi 30 mai. Toutes les forces de droite, d'extrême droite, tous les réseaux des riches et des puissants, des catholiques aussi, tous sont activés pour faire une manifestation contre Mai 68, dès la fin du discours de De Gaulle.

Ils sont un million d'après les gaullistes, 300 000 d'après la police. De Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, de nouvelles élections donc pour le 23 juin. Tous les partis, les syndicats jouent le jeu des élections, et disent amen. Le moral repasse dans le camp de la droite et de l'ordre en place. Le 31, l'essence réapparaît dans les stations service, la police et l'armée libèrent les émetteurs de l'ORTF en éjectant les grévistes qui les occupaient.

Mais il ne sera pas facile du tout de faire rentrer dans l'ordre ni les étudiants, ni non plus les ouvriers. La CGT va user de tous les stratagèmes stalinien, organiser des votes truqués, annoncer dans un dépôt SNCF que les autres ont déjà repris le travail, pour pousser à la reprise. Mais il y faudra des jours et des jours. Des affrontements violents et mortels ont lieu entre ouvriers et CRS venus les déloger à Renault Flins (où Gilles Tautin, militant maoïste de l'UJCML est tué le 10 juin, noyé dans la Seine en tentant d'échapper aux flics), à Peugeot-Montbéliard Sochaux, où Pierre Beylot (tué par une balle tirée par un CRS) et Henri Blanchet (tombé d'un mur lors des combats avec la police). À Peugeot, il y aura 150 blessés, plusieurs par balles, ce 11 juin 1968. L'usine ne pourra rouvrir que le 20 juin.

Le 12 juin, un décret prononce la dissolution immédiate de onze organisations révolutionnaires. Toutes, pratiquement, réapparaissent quelques jours plus tard, sous un autre nom, et les ventes de leurs journaux se multiplient d'autant.

Voilà donc un historique que l'on peut faire de Mai 68. Mais tout historique élude quelque chose d'essentiel, d'impossible à dater : c'est le cheminement des idées qui vont circuler, s'amplifier, se préciser, s'échanger, se répandre, et gagner les cerveaux, dont beaucoup d'entre eux pour la vie. On a souvent souligné dans les années qui ont suivi 1968 les trajectoires de ces militants qui ont, d'une manière ou d'une autre réussi dans la société

capitaliste, reniant de fait leur combat et leurs idées de jeunesse. On peut penser à des Cohn-Bendit, des Serge July, des Edwy Plenel et d'autres encore.

Mais innombrables sont ceux qui, ne cherchant pas à « réussir » dans cette société, ont gardé au fond d'eux-mêmes leurs convictions, l'esprit d'origine de 1968. Et c'est grâce à ces innombrables anonymes que bien des choses vont, plus lentement mais sûrement, changer, dans les tréfonds de la société. C'est sur cette vie de la pensée que nous essayons maintenant de revenir.

LA RENCONTRE ETUDIANTS-OUVRIERS

Lorsque la population tout entière s'émeut, au lendemain de la nuit des barricades, et que la CGT se décide à un appel à la grève, le 12 mai, elle le fait en soulignant qu'il s'agit de montrer une solidarité avec les étudiants. Vu d'aujourd'hui, cette position semble bien sympathique. Mais pour qui connaît bien le monde ouvrier de l'époque et surtout la CGT, les choses ont un côté grinçant : quand elle veut qu'un mouvement soit vraiment largement suivi, la CGT prend bien soin d'ajouter à ses revendications des points concrets, qui sont censés apporter quelque chose à ceux qui sont appelés à lutter. Là, rien du tout, et c'est un moyen en réalité de paraître propre et dévoué aux yeux des militants les plus engagés, tout en ne cherchant pas à faire de cette grève un succès.

Une unité, un lien s'est-il créé entre les étudiants et ouvriers ? Et si c'est le cas, s'est-il vraiment construit sur des bases révolutionnaires ? On trouve dans les lectures et les vidéos matière à discuter sur ces rencontres. En tout cas, ce qu'on peut observer, c'est qu'une réelle empathie des étudiants envers la classe ouvrière a existé. Le monde étudiant, à l'époque plus limité qu'il ne l'est devenu de nos jours, a découvert l'existence de l'exploitation, et nous l'avons dit, a immédiatement fait le lien avec ce qu'il avait déjà compris du système de domination et de l'impérialisme.

Ce n'est pas un hasard qu'ayant été touchés et révoltés par ce qui se passait dans le monde, les étudiants de 68 se soient réellement intéressés à la condition de la classe ouvrière dans leur propre pays. Mieux, cette proximité donnait le sentiment qu'il est peut-être possible, là, d'y changer rapidement quelque chose. Jean-Pierre Duteuil, de tendance anarchiste, parle « d'alchimie » entre les étudiants et les ouvriers. Mais cette rencontre a-t-elle vraiment eu lieu ?

Ce qui est réel, c'est que le 17 mai, lorsque 3000 étudiants et lycéens arrivent aux portes de Billancourt pour y rencontrer les ouvriers en grève, scandant « *Le pouvoir aux travailleurs* » ; « *Nous sommes avec vous* », eh bien ils trouvent une classe ouvrière passive, « fermée », encasernée derrière les murs de l'usine, laissant la parole à ses représentants syndicaux. De même que lorsque les étudiants arrivent massivement aux portes de l'usine de Citroën quai de Javel à Saint-Ouen, la classe ouvrière en haut des murs de l'usine, laisse la parole au syndicat qui remercie (hypocritement bien sûr) les étudiants de venir soutenir les travailleurs : « *Nous entendons, avec les travailleurs en lutte pour leurs revendications, diriger notre grève nous-mêmes et nous nous refusons à toute ingérence extérieure* ».

A Renault Billancourt et Citroën Javel, les ouvriers ont voté la grève, occupent leur usine mais obéissent aux ordres de leurs représentants syndicaux. Ils restent derrière les murs mais ne se mêlent pas aux étudiants pour discuter réellement, tandis que d'autres font la grève

chez eux. Mais encore une fois, il faut bien voir que le PCF et la CGT exercent une quasi dictature dans l'usine, que s'opposer par exemple à leur orateur dans une assemblée générale, c'est risquer de prendre des coups discrets mais bien réels de la part de ses militants.

La CGT a donc réussi à empêcher qu'un symbole de l'union entre étudiants et ouvriers se produise, ce qu'auraient voulu, là, les étudiants. Mais des rencontres, il y en aura, ailleurs, dans les manifestations, sur les barricades, puis dans les groupes d'extrême gauche, et dans l'activité politique en partie clandestine dans les usines qu'ils vont mener ensemble.

En effet, des comités d'action, dans lesquels les étudiants sont très actifs, il y en a eu. Voici ce que relate Jean-Pierre Duteuil dans son livre *« Mai 68, un mouvement politique »*. Là il s'agit d'une réflexion sur les rapports que la classe ouvrière entretient de longue date avec les syndicats.

« A propos d'une expérience faite dans une usine par un groupe de camarades du 22 mars : nous ne venons pas dans les usines pour « élever le niveau de conscience » des ouvriers, leur « faire prendre conscience » de la trahison de l'appareil PC-CGT, ou encore pour y « faire triompher nos idées ». Une telle conception implique que nous serions détenteurs de la vérité et que nous aurions à l'apporter aux ouvriers. En réalité, les choses ne se passent pas ainsi : les ouvriers savent déjà que la CGT ne fait que « représenter » leurs intérêts économiques au sein de la société bourgeoise, qu'elle trahit la révolution, etc.

« L'objectif essentiel est que ce savoir implicite puisse s'exprimer, puisse être parlé par les ouvriers eux-mêmes. Il nous semble que notre fonction en tant que militants du 22 mars soit de permettre la prise de parole des ouvriers en dehors de la machine syndicale. (...) En fin de compte, notre intervention n'a pas d'autre but que de permettre aux travailleurs de se donner eux-mêmes un instrument analogue (AG, élection, rapports et comptes rendus, votes, etc). Ils auront alors la possibilité d'exprimer, en dépit des appareils bureaucratiques, les raisons profondes de leur grève et d'inventer leurs propres modes d'action. »

En fin de compte, la classe ouvrière ne fait qu'entretenir un rapport de soumission envers les représentations syndicales en se « pliant » à ce qu'elles disent, à leur direction. Le rôle des étudiants est de permettre aux ouvriers d'avoir une organisation propre, à eux, une sorte d'autogestion (puisque le mot est à la mode à ce moment-là), qu'ils se détachent des appareils syndicaux de leur propre initiative et qu'ils inventent eux-mêmes leur propre organisation. Nous verrons plus loin comment les ouvriers de Renault-Flins ont produit leurs propres mots d'ordre dans la grève avec leurs propres idées, mais que l'encadrement syndical est écrasant.

Pour revenir à la question de la rencontre entre étudiants et ouvriers, aux dires de ce que relate Ludivine Bandiny, la rencontre a bien eu lieu, et même bien avant 1968. Elle raconte : *« (...) En 63, (la grève des mineurs) avait reçu le soutien de l'opinion et l'aide de bien des étudiants par des collectes, des comités de défense et de rassemblements – comme celui qui avait regroupé 2000 manifestants au Quartier latin. Cette entraide se retrouve durant la grande grève de la Rhodiaceta, en février et mars 1967. Filiale de Rhône-Poulenc SA spécialisé dans la production de Tergal et de Nylon, l'usine de Besançon, forte d'environ 3000 ouvrières et ouvriers, est alors occupée ; une trentaine d'étudiants apportent leur soutien pratique et physique sur les piquets, après l'annonce de nombreuses suppressions*

d'emplois. L'UNEF organise des quêtes et participe aux rassemblements, tandis que les grévistes viennent expliquer le mouvement à l'université ».

L'unité et la solidarité entre étudiants et ouvriers se poursuit début 68 lorsque démarrent des grèves à Caen et ses environs, entre 1000 et 1500 ouvriers débrayent pendant 22 jours, entre janvier et février. Ludivine Bantigny : *« Dans trois usines importantes, nées de la décentralisation, la SAVIEM, Jaeger et la Sonormel, l'entrée en grève est d'abord le fait des ouvriers spécialisés (OS, qui sont en fait des ouvriers sans qualification), mobilisés contre le « chantage aux primes », l'autorité des « petits chefs » et la pression des cadences. Les salariés de chez Jaeger la décrivent par un slogan : « Les compteurs défilent, les ouvrières tombent ». (...) A la SAVIEM de Blainville, usine de montage délocalisée par Renault, la productivité est élevée, mais les salaires bien moindres qu'en région parisienne : ils sont bas, 700 francs par mois (l'équivalent de 100 € aujourd'hui) pour des semaines de quarante-cinq heures. (...) La liaison avec le monde étudiant se mène grâce à l'UNEF et aux militant(e)s de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) : collectes dans les restaurants universitaires, prises de paroles dans les meetings, coup de main sur les piquets ».*

Dans les rues, dans les manifestations, la police fait face et réprime. Ouvriers, lycéens et même les paysans se regroupent pour manifester dans la rue. Beaucoup d'autres corporations se rallieront à la lutte, des marins pêcheurs de Boulogne-sur-Mer, en passant par les ouvriers des chantiers maritimes de Saint Nazaire et les ouvriers de l'automobile. Les paysans lient leurs conditions à celles de l'ouvrier. Une solidarité naturelle se crée entre eux, les paysans livrant aux ouvriers en grève des denrées alimentaires.

Renault Flins, l'usine automobile en région parisienne, près de Meulan (Yvelines) connaîtra une grève d'un peu plus d'un mois. Le 15 mai 68, 10 500 ouvriers se mettent en grève, atelier par atelier, sans appel des syndicats. Nous verrons plus loin comment la CGT va tout faire pour casser la grève jusqu'à appeler à la reprise du travail. Le 6 juin, les ouvriers racontent comment les CRS, à 3h du matin ont investi l'usine et délogé les ouvriers, *« en ratissant tout le parc, en cassant les grillages, en enfonçant les portes de l'usine ».* *« Maintenant, dit un ouvrier, ce n'est plus l'affaire d'une usine, c'est l'affaire de toutes les usines ».* Un autre ouvrier : *« Il faut que tout le monde vienne, que toute la France arrête le boulot et que les CRS foutent le camp, c'est ça la solidarité. La solidarité, c'est l'arme la plus efficace, c'est ce qu'on pense »*

Un autre ouvrier : *« Moi je pense que tous les jeunes qui sont de mon âge, même les pères de famille, ils devraient nous aider (...), ce serait normal ».* Un autre aussi : *« ça renforce les lignes, il y a d'autres usines qui devraient venir ».* Un autre encore : *« Les syndicats chez nous... on se débrouille tout seuls. Les syndicats ont foutu leur pagaille. Hier l'un voulait aller à Paris, l'autre voulait aller à Versailles ou au Mureaux... ».* Les syndicats en fait appellent à un meeting au Mureaux, à 8 kms de Flins ». La CFDT fait son meeting à Paris, à 40 kms de Flins. Les travailleurs, écoeurés par les syndicats, décident une nouvelle manifestation devant l'usine le lendemain à 5h. Ils appellent à la solidarité des étudiants le 7 juin pour venir prêter main forte aux ouvriers. Le lendemain donc, ouvriers et étudiants se retrouvent devant l'usine. Ils sont 3000.

On peut lire sur une affiche *« Renault Flins à l'offensive. Ce matin 7h30, travailleurs et étudiants coude à coude aux abords de l'usine ».* *« C'est grâce aux étudiants si on a réussi à faire tout ça, c'est grâce à eux ! »* Les étudiants sont solidaires des ouvriers en lutte *« contre le capitalisme et le patronat »* disent-ils. On peut lire encore sur des affiches : *« L'Etat :*

détachements spéciaux d'hommes armés – Lénine » ; « L'Etat : pouvoir spécial de répression exercé contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, contre le prolétariat par la bourgeoisie – Lénine ».

A un moment donné les CRS passent à l'offensive et lancent des grenades lacrymogènes. La résistance ouvrière continue devant l'usine. Le 11 juin, les travailleurs déjouent les forces de l'ordre et occupent leur usine. « *Les patrons à la grève* » scandent les ouvriers. Le 10 juin, la contestation continue à Flins. Gilles Tautin, un jeune lycéen de 21 ans se noie en voulant fuir la police.

Un autre exemple de rencontre entre ouvriers et étudiants a lieu au dépôt SNCF de Paris Sud Ouest, à Ivry-sur-Seine. Le 20 mai 68, les cheminots en grève discutent dehors : « *Malheureusement et heureusement, ce sont les étudiants qui nous ont donné la mesure de nos possibilités. Les étudiants remettent tout en cause (...). Dans leur mouvement il y a du bon, ils repensent neuf. Parce que nos augmentations successives (...) tout ça c'est balayé jour après jour. Nous, individu, il faut voir plus loin. Nos revendications sont importantes actuellement bien sûr (...), l'amélioration du travail (...), notre vie familiale qui est perturbée, qui est anormale, il faut le dire...mais en plus de ça et pour moi le plus important c'est le futur qu'il faut penser (...). Il faut voir plus loin. Et le plus loin pour moi, c'est une société humaine et non une société de machine, une société de profit, une société totalement capitaliste. A quoi nous sert la bagnole si on n'a pas le temps d'utiliser le peu de loisirs qu'on a ? Même le vote n'aidera pas à modifier cette société, si chacun de nous n'y pense pas violemment et participe à ce mouvement-là. Et tout ça, ça se tient. Et tant qu'on aura les structures et la société qu'on a actuellement, on retombera dans cette ornière* ».

Un autre cheminot prend la parole : « *Il ne suffira pas d'avoir les 40 heures.... Certes une fois les 40 heures acquises, dans quelques années le problème se posera d'en avoir 35. Et ça, ça cessera qu'avec la disparition du capitalisme. On est d'accord là-dessus mais notre motivation essentielle aujourd'hui c'est d'en finir avec le régime actuel et ce dont nous souffrons dans notre travail quotidien* ».

Ainsi parlent des cheminots du dépôt d'Ivry. Pour une frange au moins de la classe ouvrière, c'est une autre société qu'il faut à présent, il faut en finir avec le capitalisme. L'idée de changer la société est débattue pour la première fois. La classe ouvrière la plus exploitée sera par contre bien loin d'en arriver là. En tout cas, parmi les ouvriers une méfiance envers les syndicats commence à se manifester. Des travailleurs commencent à voir que les revendications s'arrêtant aux simples augmentations de salaires, à la durée du temps de travail ou à la retraite sont stériles. Pour eux, la grève dépasse les revendications économiques et corporatistes des syndicats et s'étend à l'idée de changement de société, ce dont ne veut surtout pas entendre parler ni la CGT ni la plupart des syndicats. Seule, la CFDT, très minoritaire à cette époque, se permet le luxe de laisser une partie de ses militants parler d'autogestion : c'est une manière pour elle de se singulariser, notamment en vue de gagner des jeunes.

« *La grève est politique maintenant.* » dit un des cheminots syndiqués qui discutent maintenant avec deux étudiants venus les rencontrer, les écouter. Ils parlent d'autogestion du dépôt par les travailleurs eux-mêmes : « *Les centrales syndicales appuyaient le mouvement de grève qui a lieu actuellement, mais qu'ils étaient parfaitement conscients que ce mouvement est parti de la base et que les centrales syndicales nous appuient, mais c'est contrôlé par la base. Et nous entendons actuellement contrôler les centrales syndicales par la base (...).*

Nous occupons les lieux 24h sur 24 pour être absolument vigilants sur tout ce qui se passe, y compris le contrôle de ceux qui nous dirigent syndicalement ».

Répondant à l'étudiant présent, le cheminot reconnaît : *« C'est là qu'il y a une lacune, c'est là qu'il y a un manque de coordination : les comités de grève ne sont pas en relation entre eux. (...) C'est les jeunes qui ont démarré la grève. Ce sont les jeunes étudiants qui nous ont permis de faire ce qu'il y a actuellement, il ne faut pas l'oublier. Les permanents syndicaux ne savent pas exactement les problèmes qui se posent à ceux qui travaillent sur les lieux. Il faut que les permanents syndicaux, qui sont des ouvriers... qui sont là depuis des années... soient par exemple changés tous les deux ans. »*

Et il propose donc une élection des délégués avec un roulement, que celui qui conduit les trains aille à la permanence syndicale, y reste deux ans et ensuite revienne à son poste ; et que ceux qui sont dans les structures syndicales viennent sur le terrain et se rendent compte du boulot à faire et des problèmes qui se posent.

Une rencontre entre étudiants et ouvriers a donc bien eu lieu, peut-être pas partout, peut-être pas au même moment, peut-être pas assez approfondie, mais elle a existé réellement. La solidarité des étudiants avec le monde ouvrier en lutte s'est également exprimée à travers le soutien aux piquets de grèves, l'organisation de collectes, le soutien des travailleurs face aux forces de l'ordre.

En 1998, trente ans plus tard donc, Daniel Cohn-Bendit, devenu député Européen des Verts allemands, reviendra sur l'idée de l'unité entre étudiants et classe ouvrière, pour la nier : *« Personnellement, j'ai toujours essayé de dire qu'il y a deux mouvements et que ces deux mouvements ne peuvent pas s'unifier comme ça, c'est-à-dire, il y a tout ce mouvement qu'on appelle la révolte de la jeunesse qui exprimait une volonté d'un certain type de mode de vie, d'une transformation de la vie, donc d'une remise en cause culturelle dans le sens le plus large du terme de la société, et d'un mouvement ouvrier qui était un mouvement beaucoup plus traditionnel. »* Cohn-Bendit parle comme s'il était spectateur de la révolte des étudiants sans y avoir pris part. Il renie son engagement militant de l'époque et ne conserve qu'une opposition entre étudiants et ouvriers, comme le faisait à l'époque le secrétaire général de la CGT Georges Séguy.

Dans leurs rapports avec le monde ouvrier, les étudiants qui ont fait le pas de prendre la voie de rencontrer le monde ouvrier savent tous une chose : ce monde-là est bouclé, verrouillé, par les organisations syndicales. Et eux-mêmes, étudiants, n'ont guère de connaissance sur ce monde, n'ont guère de pouvoir face aux syndicats ouvriers, et peu d'autorité devant les ouvriers eux-mêmes. La seule, mais elle n'est pas négligeable, c'est qu'ils ont osé tenir tête au pouvoir gaulliste et à ses flics. Mais cela ne leur donne guère d'outils pour discuter des problèmes internes au monde ouvrier.

Aussi, c'est avec de grandes précautions qu'ils vont procéder. Leur tactique, compréhensive, va être de proposer à la discussion, à la réflexion, des moyens pour les ouvriers d'obtenir un minimum de liberté. Lors de la rencontre des étudiants avec les cheminots de Paris Sud-Ouest, il y a un échange de points de vue, mais jamais l'étudiant n'impose sa façon de voir. Le cheminot expose la décision discutée ensemble, celle du contrôle de leur direction syndicale par un conseil ouvrier. A la fin de l'entrevue, tous deux tombent d'accord sur la direction à prendre par le mouvement dont le but final sera la révolution.

A aucun moment, les étudiants ne vont imposer de directive aux ouvriers, ni diront ce qu'ils doivent faire. Les étudiants sont trop conscients du rôle autoritaire et directif que les syndicats jouent envers les ouvriers. Ils ne veulent pas se substituer à eux, et apparaître comme de nouveaux dirigeants, mais ils se proposent d'être un soutien et un acteur dans la lutte des ouvriers en grève. Et ils essaient de démontrer la mainmise des directions syndicales.

Dans les années qui vont suivre, en 1969/70, au dépôt SNCF Paris-Sud-Ouest *« quand des copains commençaient à vouloir prendre la parole aux AG (Assemblée Générale), deux stals (stalinien) leur donnaient des coups de coude dans le thorax. Il fallait s'entourer de mecs pour pouvoir prendre la parole et dire son mot. Mais Mai 68 a fait qu'on a commencé à parler dans les AG... « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! » était le seul slogan que je scandai dans les manifs »*. (témoignage d'un militant).

Lors d'un meeting en plein air, un orateur explique au micro : *« Nous n'entendons pas donner de leçons aux organisations de la classe ouvrière. Nous n'entendons pas non plus en recevoir en ce qui concerne la conduite des luttes étudiantes »*. *« Nous nous refusons d'être les futurs cadres qui allons exploiter la classe ouvrière »* dit un étudiant en sociologie interviewé. Devant l'usine Citroën à Saint-Ouen, un étudiant dit aux ouvriers retranchés derrière les murs : *« Nous nous refusons d'être les futurs cadres qui allons vous exploiter, c'est pour cela qu'on est là »*.

MAI-JUIN 68 : LA PAROLE EST PRISE PARTOUT, A TOUT MOMENT

C'est de la jeunesse étudiante et lycéenne dont est parti Mai 68. Le mouvement dit du « 22 mars » naît à Nanterre pour protester contre l'arrestation de cinq de leurs camarades. Révoltés par la guerre du Vietnam, ils détruisent symboliquement une vitrine d'une agence américaine sur les Champs Elysées et sont emprisonnés. Cette arrestation mettra le feu aux poudres et déclenchera l'enchaînement des manifestations et des événements que nous avons évoqués. *« Libérez nos camarades »* sera un slogan souvent repris dans les manifestations.

L'impulsion de mai 68, la contestation dans la rue, ce sont les étudiants qui en sont le fer de lance. Nanterre, tout comme la Sorbonne, deviennent des lieux de débats où on refait le monde, comme on l'a tant dit, où l'ensemble de la société est remis en cause, où la guerre du Vietnam, mais aussi les dictatures africaines soutenues par la France, ou l'occupation israélienne des territoires palestiniens, sont également énoncées.

On a beaucoup dit et redit que « la parole a été prise » en Mai 68 par ceux qui ne l'avaient pas. C'est vrai mais pas tout à fait. D'abord, parce que beaucoup de monde, dans un pays comme la France, peut tout de même parler. Ce qui est moins fréquent, c'est de parler avec des gens de milieux sociaux différents du nôtre. Mais c'est surtout ce qui est exprimé qui est nouveau. Et c'est même nouveau pour la personne qui s'exprime. Une manière de voir ce slogan, « la parole est prise » semble dire qu'il suffit de parler de dire donc ce que l'on pense, pour changer les choses, et prendre la voie de changer le monde.

Non, bien des choses qui vont être dites n'étaient absolument pas dans les têtes de ceux qui les diront, un mois, une semaine auparavant. Ce qui pré existe en nous, ce n'est pas une pensée mûrie, et certainement pas celle d'une vision socialiste, communiste de la société. Cela ne peut provenir que de tout un apprentissage. Mais il y a quelque chose en nous, en

chaque être humain, qui est présent : c'est le besoin de liberté, c'est le besoin de solidarité, c'est le besoin de fraternité, c'est évidemment le besoin d'être matériellement et physiquement à l'aise. Bref, ce sont des besoins humains essentiels qui sont en nous. Et c'est d'abord par rapport à eux que nous faisons nos premiers choix de pensée.

Lorsqu'on s'insurge contre la guerre du Vietnam, ce n'est pas parce qu'on a compris que le capitalisme en est arrivé à un stade de concentration, l'impérialisme où sa puissance vient de sa présence, sa force et sa supériorité économique au sein d'autres pays. Ce qui révolte, c'est le traitement inhumain des populations qui finit par en résulter. Ce sont donc ces besoins essentiels chez l'humain, qui vont aiguiller l'ensemble de ceux qui font le mouvement, ou le soutiennent, et les amener à rejoindre finalement des idées marxistes, fondées, elles, sur des analyses complexes et abouties. Seuls les militants s'expriment à partir seulement des théories. Le commun des mortels, lui, le fait à partir de sa propre connaissance des besoins humains.

Tout va très vite dans ces situations de vie intense collective, et il se passe plus de choses en un jour qu'en un mois ou en un an d'ordinaire. Un peu partout, des discussions inondent les places publiques, les amphithéâtres ou les rues, les squares ou les marchés, sans doute dans les maisons également. On débat sur la vie, sur le travail, sur les injustices de la société, sur les inégalités. On dénonce une université désuète où les dortoirs des filles et des garçons sont séparés. On dénonce des mœurs archaïques où l'avortement est interdit, la pilule pas encore libéralisée. On dénonce le capitalisme, le pouvoir qui réprime, le pouvoir des petits chefs, l'exploitation par les patrons, l'autorité hautaine des professeurs et leurs brimades (oreilles ou cheveux tirés, gifles, humiliation devant les autres), le paternalisme autoritaire dont les lycéens ne veulent plus. On remet en cause les hiérarchies de toutes sortes : les institutions, l'école, la religion, mais aussi l'autorité du père. On dénonce les valeurs dites « traditionnelles ».

Et on discute de comment l'on pourrait faire autrement. Remontent et arrivent ainsi dans les discussions, presque naturellement, les références aux grandes révolutions sociales de l'histoire : la Révolution française, la Commune de Paris, la Révolution russe. Et chacun de tenter d'apporter une bribe de ce qu'il en sait, chacun de le discuter, sérieusement, en imaginant ce que cela pourrait changer pour demain, pour aujourd'hui presque.

Certaines discussions vont plus loin : tout cela signifie qu'on est en train de se passer de l'État ? Oui, mais comment faire ? Les anarchistes pensent qu'on peut le faire de suite, qu'il faut le faire de suite, détruire l'État et vivre sans, avec nos nouvelles règles. Les marxistes jugent que ce n'est pas possible. Qu'il faut du temps, et qu'il faut donc se donner un État des opprimés, la dictature du prolétariat...

Souvent, des militants du Pcf essaient de biaiser la discussion, de démoraliser ceux qui s'enthousiasment, et ils le font sans dire qui ils sont exactement, en se présentant comme des gens de bonne foi, qui ont les pieds sur terre : « *Tu veux tout changer d'un coup, mais c'est dangereux, c'est la porte ouverte aux bandits, aux gens sans foi ni loi, s'il n'y a plus de police.* » Et le jour où De Gaulle a disparu : « *Oh là, ne soyez pas enthousiaste, il a dû aller chercher l'armée, demain ou après demain, on aura peut-être des chars dans Paris si ça continue comme ça...* » Et il fallait chercher, trouver une réponse : « *On ira discuter avec les gars qui les conduisent, tes chars !* » Les discussions sont ardues, beaucoup se contentent de suivre, mais tout le monde se sent impliqué, écoute, cherche.

Cette discussion de toute une population –ce qui ne veut pas dire de toute la population –, cette implication de centaines de milliers de personnes en discussion, ne s'arrêtera pas avec la proclamation des élections par De Gaulle, ni avec la reprise du travail dans les administrations et les usines. On n'a pas peur de remettre en cause. Mieux, on est animés par l'idée que, oui, la société est l'affaire de tous, qu'il est bien et normal que nous soyons nombreux, à y réfléchir, à ne pas laisser cela aux seules élites ou aux seuls spécialistes.

Dans leur sillage, les étudiants ont entraîné des professeurs, des intellectuel(les), des artistes et toutes sortes de professions diverses et inattendues qui se rallient au mouvement de contestation, en osant se montrer, en ayant le courage de dire leur opinion. Dans l'université, ils inventent une autre forme d'organisation où les assemblées générales sont au centre des décisions, où la parole est donnée à tous. Les amphithéâtres sont pleins à craquer, toute une partie de la population se sent concernée par ce qui se passe. A la Sorbonne s'organisent des meetings et des stands internationaux, où se tiennent des réunions politiques autour de la Palestine, du Vietnam, de la situation internationale. Ils débattent aussi en petits groupes sur la situation dans les usines et la place des ouvriers dans la société. Ceux qui sont organisés dans les comités d'action révolutionnaire apportent leur soutien aux ouvriers en lutte, sans imposer une forme d'organisation.

Dans la Sorbonne, les étudiants pensent un mode de vie collectif, ouvert à la culture. Ils mettent en place une crèche pour les jeunes enfants, un théâtre (« *comité Gavroche* »), une cantine universitaire, un lieu d'accueil téléphonique, des réunions pour décider du parcours des manifestations, un accueil d'écoute, des comités d'action de quartier, des comités d'action révolutionnaire. Ils tirent les tracts sur les ronéos. Et ils inventent même de nouveaux journaux qu'ils impriment.

Mathieu raconte, dans sa brochure *Mai 68, une histoire gaie* : « *A la Sorbonne s'installent toutes les organisations réelles ou virtuelles. Les amphithéâtres sont pleins du matin au soir et le peuple a pris la parole. (...) Chacun vient s'exprimer. Et ceux-là mêmes, jusque là muets et courbés sous la fatalité de l'exploitation, montent à la tribune et parlent, sans hésiter, face à des centaines (de personnes), et racontent ce qu'ils ont sur le cœur. Comme ce qui me semble à l'époque une vieille ouvrière (probablement une quadragénaire). Le peuple a perdu sa timidité face aux grands intellectuels (...)* ».

« *Pendant quelques semaines, à l'image des amphithéâtres, la rue n'est plus qu'un forum. (...) Nul ne pourrait comprendre aujourd'hui ce qui s'est passé dans la rue en Mai. Dès que deux personnes se parlaient dans la rue, il se formait immédiatement un petit groupe de discussion, lequel se gonflait en quelques minutes en un attroupement de dizaines de débatteurs. Ces groupes englobaient des gens de tout âge et de tout horizon discutant de la Révolution et de l'avenir du monde.* »

Dans les différents reportages en noir et blanc tournés en 1968, on peut effectivement constater ces petits groupes de parole qui se forment spontanément et où la liberté de parole prend toute sa place. Mathieu poursuit : « (...) *Le plus remarquable est que tout le monde discute, jeunes, vieux, ouvriers, artisans, petits bourgeois, intellectuels, apprentis et lycéens, politisés ou non politisés, tout le discours a une infrastructure marxiste. On discute de classes, d'exploitation, de dictature du prolétariat, d'internationalisme, de communisme, de socialisme, du rôle de l'Etat. Les Maos ignares et les trotskistes qui le sont un peu moins s'affrontent* ».

Sur les murs de la Sorbonne apparaissent les portraits de Lénine, Trotski, Rosa Luxembourg, Che Guevara, Mao Zedong. Des livres à découvrir sont entreposés là dehors, sur des tables que tiennent des militants de différentes tendances. On peut venir discuter, se rencontrer, se rassembler. C'est un lieu ouvert à tous. Tout autour de la Sorbonne, on peut lire :

« *Les murs ont la parole* »

« *Prenez vos désirs pour des réalités* »

« *Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ?* »

« *Soyons dignes de nos rêves* »

« *La violence, c'est De Gaulle ; Le pouvoir, c'est vous* »

« *Lénine disait : le socialisme vient aux ouvriers de l'extérieur* ». Des étudiants ajoutent : "*de cet extérieur, les étudiants se sont faits témoins et portes parole*".

« *Pour la première fois depuis 1848, ici on dépoussière* »

Un autre lieu mythique rassemblera aussi diverses professions et catégories sociales, c'est le théâtre de l'Odéon, occupé dès le 15 mai. Une banderole accrochée à l'Odéon annonce : « *L'ex-Odéon est une tribune libre. La révolution n'est pas seulement celle des comités mais avant tout la vôtre* ». « *L'imagination prend le pouvoir* » peut-on lire à l'entrée du théâtre. « *Meeting Etudiants-Ouvriers permanent. Expression libre* » voit-on aussi. « *La parole se libère* », les émotions parlent.

On peut entendre un garçon de café, d'une trentaine d'années, ne cachant pas son émotion, témoigner de ses longues journées de travail et de la difficulté de prendre du temps pour se cultiver malgré la volonté de le faire. Ainsi pointe-il du doigt le grand écart qui existe entre intellectuels et manuels. « *Et pourtant, dit-il, je ne suis pas un minable* ». Ses paroles qui recèlent de la souffrance, peuvent nous laisser penser que lui-même a dû être traité ainsi, humilié par sa hiérarchie.

Mathieu, encore, dans sa brochure : « *Le lycée devient un lieu de débat permanent, une petite Sorbonne. Beaucoup surmontent et dépassent leur inhibition et frustration. Un piano est installé au centre de la cour. Des joueurs débutants se découvrent musiciens et n'hésitent pas à se produire en des interprétations approximatives, mais passionnées. Les salles et les amphis sont pleins. Des débats sur la reconstruction du monde ou du système scolaire. Bien sûr, nous, l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, nous ne nous intéressons pas à discuter sur l'aménagement du système scolaire. Nous ne voulons pas aménager le système scolaire, nous voulons le détruire, l'abolir. Le Communisme, c'est l'abolition du salariat et donc de l'Etat dont les trois piliers sont la justice, la police et l'école. Nous laissons donc les amphis aux réformistes. Nous avons mieux à faire dans la rue ou à la Sorbonne.* »

Jean-Pierre Duteuil, dans son *Mai 68, un mouvement politique*, à propos des comités d'action : « *... Le comité s'est fait une spécialité d'organiser des réunions de rue : panneau, tracts et c'est parti, quelques insultes, d'autres passants nous soutiennent et bientôt une centaine de personnes discutent de sujets divers en petits groupes de trois, cinq ou dix personnes. Personne ne contrôle rien. L'expression est libre : toutes les tendances politiques discutent et s'engueulent parfois, bien sûr ! Pétain, de Gaulle, la révolution. Parfois des gens demandent aux membres du comité ce qu'ils proposent « pour remplacer le gouvernement actuel ». La réponse est qu'ils ne proposent aucune personnalité, aucune tendance, aucun parti... Un but final tout au plus : abolition de la propriété privée des moyens de production !*

Tout de même ! Un joli programme minimum ! ». Ces comités d'actions se revendiquent d'être un mouvement et non un parti politique.

C'est à travers les syndicats et les divers groupes politiques existants que la jeunesse continue à se politiser : les anarchistes, les guévaristes, les maoïstes, les trotskystes (l'AJS (Alliance des jeunes pour le socialisme ; Lutte Ouvrière, ex Voix Ouvrière avant mai 68 ; les JCR (Jeunesses Communistes révolutionnaires, ancêtre du NPA), créé en avril 1966, la FER fédération des étudiants révolutionnaires, lambertiste (OCI) ; mais aussi l'UEC (Union des Etudiants Communistes, proche du parti communiste. Tous les partis et toutes les organisations de gauche comme d'extrême gauche, tous les syndicats, y compris la CGT, verront affluer, dans les mois qui suivent Mai 68, une arrivée importante de ceux qui veulent bouger, participer à un changement. La montée de la politisation va ainsi durer plusieurs années.

Des jeunes, encore, vont s'organiser dans les CAL (comités d'action lycéens) dont la JCR est à l'origine. Mais des comités d'action de diverses tendances s'organisent aussi autour des quartiers, par arrondissement, par secteur d'activité. Il y a des comités d'action qui se forment spontanément à la suite d'une réunion regroupant étudiant et intellectuel(le)s. Ils s'organisent et apportent leur soutien aux ouvriers en grève. Ils s'organisent aussi entre différents comités d'action des arrondissements. Un esprit collectif solidaire les anime. Mais les organisations d'extrême gauche pensent aussi utiliser cette création pour mieux recruter. En tout cas, une forme d'engagement, d'organisation, d'apprentissage y a lieu : *« Surtout, ce qui est formidable dans ce mouvement, dit un jeune étudiant interviewé dans la rue, c'est que les gens à l'intérieur de chaque comité de base ont appris à se connaître et à s'apprécier mutuellement ; ça s'est jamais fait avant, c'est une révolution »*.

Cela dit, nous ne sommes pas non plus sous la Commune de Paris. Aucune forme universelle de représentation populaire n'est mise en place ; Il n'y a aucune forme d'armement de la population, qui d'ailleurs ne se pose pas cette question. En bref, la population se met à vivre, en pensée, autrement, mais les vieilles institutions, elles, sont toujours là, aucune n'est renversée. Ceux qui vivent et font vivre Mai 68 sont dans une sorte de double vie : *« Ce qui importe est d'avoir vécu, et sans le savoir, un moment absolument communiste. Nous nous sommes totalement affranchis, en pleine guerre du Vietnam, de la tutelle et de la façon de penser des classes dominantes, de l'Impérialisme. Nous avons librement débattu de la Société future, démonté les rouages de la nôtre, pris la rue et vécu en confraternité : nous étions communistes »* (Mathieu).

La contestation de cette jeunesse révoltée qui remet en cause tout un tas de préjugés établis, qui met à plat les malaises de cette société, qui veut en discuter, en débattre, c'est un bouleversement profond dans la société d'alors qui repose sur l'autorité des parents, la famille, la religion, l'éducation « carrée », sur l'éducation stricte des filles qui ne pouvaient pas porter de pantalon dans les établissements, ni se maquiller. La contraception est très limitée (elle n'existe que depuis 67) et les filles mineures ne peuvent y avoir recours qu'avec l'accord de leurs parents. L'avortement qui n'est pas autorisé est pratiqué dans des circonstances très dangereuses, car fait clandestinement et avec les moyens qu'on a sous la main, sans matériel médical.

Dans le mouvement on voit les étudiants des Beaux-arts être acteurs de la contestation et dessiner à la demande aussi des travailleurs, pour dénoncer leurs exploiters : une affiche, représentant la silhouette d'un patron de trust alimentaire s'accaparant les denrées de première

nécessité, dit « *Les affameurs ne sont pas les grévistes* ». Une autre, « *A bas les cadences infernales* » représente un ouvrier robotisé avec plusieurs bras tenant marteau, clé à mollette et tournevis. « *Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui* » affiche les travailleurs sur une chaîne.

Nombres d'affiches témoignent de la solidarité avec les travailleurs en grève : cheminots, usines automobiles, postiers, RATP, grands magasins, Kodak, métallos, chauffeurs de taxis, marins pêcheurs etc... On peut découvrir une affiche représentant plusieurs toits d'usines avec le slogan « *Vive la lutte des travailleurs dans les petites entreprises* ».

D'autres affiches appellent à l'unité, entre travailleurs en grève, travailleurs français-immigrés, actifs et chômeurs, étudiants et travailleurs, ouvriers-étudiants et population, ouvriers et paysans. Des appels au soutien : « *Paysans, les grévistes ont besoin de vous. Venez leur vendre vos produits directement dans les usines et dans les facultés* ». Des appels ou des encouragements à continuer la lutte : « *Céder un peu, c'est capituler beaucoup* » représente un ouvrier pris dans l'engrenage de sa machine. « *La lutte continue – Sochaux* », « *La base continue le combat* » montre un poing levé derrière les chaînes de montage » ; « *Nous irons jusqu'au bout* » avec des bras et des poings levés.

De nombreuses affiches, encore, pour dénoncer le capitalisme, le chômage, le système, la guerre, la police, les frontières, la répression, pour dénoncer la presse et l'intox du pouvoir en juin. Les revendications sont sociales et politiques.

La parole, elle est prise aussi collectivement, dans les manifestations, innombrables. Il y en a à Lyon, à Nantes, Grenoble, Nancy, au Mans ou à Bordeaux, à Toulouse comme à Marseille, partout par dizaines de milliers. Les slogans dénoncent la répression, le pouvoir en place, encouragent à continuer la lutte, magnifient la solidarité ouvrière avec les étudiants :

« *A bas l'Etat policier !* »

« *10 ans, ça suffit !* »

« *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* »

« *Le pouvoir aux travailleurs* »

« *Ouvriers-étudiants, unis, nous vaincrons* »

« *Les facultés aux étudiants, les usines aux ouvriers* »

Mais tout un autre pan de la jeunesse, celle de province mais aussi de Paris, et dont les livres parlent peu, est loin d'être politisée et découvre les événements au jour le jour dans la rue et par le biais des discussions qui ont lieu un peu partout. Ce n'est ni par la télé, ni par la presse que ces jeunes sont informés des événements, mais par les gens eux-mêmes qui posent des questions, discutent, remettent en cause, commentent les événements.

Ainsi toute une partie de la jeunesse un peu débarquée et apolitique fera la découverte des idées révolutionnaires dans le mouvement, et encore bien après mai 68.

LA GRÈVE, LE GOÛT POUR UNE VIE NOUVELLE

Certains n'ont pas connu Mai 68 car ils n'ont pas su se couper de leur milieu, de leur monde, de leur famille. On ne pouvait pas participer à Mai 68 si on ne se coupait pas dans une certaine mesure de son milieu. En 68, beaucoup de jeunes sont dépendants de leurs parents et

ne vont pas s'émanciper. D'autres font le pas de tout plaquer. Frédéric Joignot, journaliste actuel au journal *Libération* nous livre un témoignage de sa vie de lycéen, pas du tout militant, ni politisé, mais qui à l'époque se mettait à tout casser dans la classe avec d'autres camarades pour s'opposer à l'autoritarisme des profs. Il rompt avec les idées de sa famille et quitte la maison familiale, aussi pour se faire respecter de son beau père qui le traite comme un gamin. Il raconte qu'il avait besoin de se couper de son milieu pour faire la découverte des idées.

Autre témoignage d'étudiant : « *En 68, je suis chez mes parents. En 70, ils me donnent un ultimatum : on te donne 2 mois pour arrêter de militer ou tu fous le camp. Je suis parti. J'ai compris plus tard. Mon grand-père, le père de mon père était communiste en Tunisie. Mon père, lui, était à FO, organisation anti-communiste, et donc n'a pas toléré que je devienne communiste* ».

Côté ouvrier, beaucoup n'ont pas participé à la grève et l'ont regardé passivement : « *EDF a coupé toute l'électricité. Il n'y avait plus aucune boîte qui tournait et tout le monde est rentré chez lui* » (témoignage d'un ouvrier de la base de province qui a repris le travail 15 jours après).

Pour tous ceux qui participent réellement à la grève, qui y retrouvent leurs camarades de lutte, la grève est une belle découverte. Elle donne le goût pour une autre vie. Les usines automobiles vont rejoindre la grève après le 13 mai. Mais dans beaucoup d'autres secteurs, on fait grève aussi : les cheminots, la RATP, les postiers, les mineurs, les travailleurs du textile, du bâtiment, du transport routier, les services publics comme les éboueurs, le personnel médical, hospitalier. Les employés des grands magasins, les employés des banques et des assurances, les employés de commerce. Partout, des professions diverses et variées se mobilisent. Bref, cela va du moins qualifiés, comme les OS, aux plus qualifiés comme les techniciens, en passant par les employés de bureau, les employés des banques et des assurances, les employés de commerce, artistes et intellectuels qui participent et se joignent à la lutte. Même l'ORTF, qui est la radio de l'Etat, commence la grève le 16 mai, suivie par des journalistes de la télévision.

Nés entre 1938 et 1950, tous ces acteurs de la mobilisation et de la lutte sont jeunes en 68 puisqu'ils ont entre 18 et 30 ans. Toutes ces professions ici énumérées sont établies d'après un rapport de police, suite aux interpellations policières, et consignées dans le livre de Ludvine Bantigny. Ce sont aussi les renseignements généraux – la police politique - qui fournissent les données sur la participation détaillée aux journées de grève.

Dans tous les secteurs pratiquement, on se mobilise, avec 50% de grévistes au minimum, souvent plus. Parmi les autres, on profite de l'impossibilité de prendre les transports sans se déclarer gréviste, mais on regarde longtemps le mouvement avec bienveillance. De nombreux secteurs entrent en grève pour la première fois. La grève ne prend donc pas uniformément partout et dans tous les secteurs en même temps. Cela dépend du passé de lutte ou non des ouvriers dans l'usine, de la présence ou pas des syndicats, de la détermination de chacun à rentrer en lutte. Parfois, l'arrêt de travail est contraint et forcé du fait du non ravitaillement des matières premières. Il y a des régions où des secteurs sont en grève et d'autres régions où les mêmes secteurs ne suivront pas.

Les personnels en grève dans des secteurs « délicats », comme les éboueurs qui ramassent les ordures ou le personnel hospitalier qui suivent les malades, prennent leurs

responsabilités. À Sarcelles par exemple, en région parisienne, les éboueurs cessent le travail mais font en sorte d'assurer l'hygiène de la ville en faisant un service minimum. Ailleurs, des bénévoles assurent eux-mêmes le ramassage des ordures. Sur un des camions-poubelles est affiché « *Grévistes volontaires* » et une banderole indique « *Nous sommes en grève, nous passons par mesure d'hygiène* ».

Dans le Vaucluse, le personnel hospitalier, bien qu'il soit en grève, assure tous les soins nécessaires aux malades. D'un commun accord, ils décident de ne pas pointer leurs heures, et donc refusent de se conformer aux contraintes hiérarchiques. Dans toute la France, les pompes à essence sont en grève, les camions ne roulent plus, les marchandises ne sont pas livrées. Les trains sont à l'arrêt. Certains comités de grève, ici ou là, se forment et s'organisent pour prendre le relais et assurer la livraison des marchandises. La Cgt dit se montrer responsable en assurant le ravitaillement en eau, en gaz et en électricité aux populations.

Dans ce domaine aussi, Mai 68 a bien plus bâti d'idées que réalisé une autre vie. Le nombre de comités et d'autres organisations qui ont mis en place leurs propres services pour assurer le relais de ce qui ne fonctionnait plus, a été limité, souvent à l'initiative de militants d'extrême gauche, ou de certains syndicalistes.

Arrêtons-nous un instant à l'usine de Sud-Aviation, à Bouguenais, près de Nantes, où les ouvriers sont entrés en grève le 14 mai 68. Ce qui s'y passe est intéressant. L'usine compte 2800 salariés. Spécialisée dans la fabrication aéronautique, cette usine est connue pour être un des bastions, comme le disent les staliniens du PCF et de la CGT, des « gauchistes ». On ne s'étonnera pas d'y trouver des militants aguerris aux idées et aux luttes, avec une section FO dirigée par Yvon Rocton, trotskyste et militant de l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste). On est le 24 mai 68, l'usine est entièrement occupée et gérée par les travailleurs en lutte, où ils maintiennent séquestrés 21 cadres. Le PDG est un certain... Maurice Papon, ancien préfet de police de Paris, et qui a la responsabilité hiérarchique et politique du massacre des Algériens à Paris, le 17 octobre 1961.

Si les revendications des diverses corporations en grève dans le Nord de la France sont économiques, on va voir que là, la grève est politique et engagée. On y parle en termes de luttes des classes, de remise en cause de la société capitaliste. Sur les murs de l'usine, on peut y découvrir des mots révolutionnaires :

« *Les forces sociales sont plus fortes que les appareils* ». Léon Trotski

« *La libération du prolétariat sera l'œuvre du prolétariat lui-même* ». Léon Trotski

Et des affiches écrites par les travailleurs :

« *Nous ne céderons jamais !* »

« *Nous sommes ici par la volonté du peuple* »

« *La gestion de l'entreprise par les travailleurs* » Comité de travail

« *Le comité de grève tend à organiser la vie sociale des travailleurs* »

« *Plutôt crever que céder* »

Des discussions informelles se tiennent dans l'usine occupée nuit et jour par 800 ouvriers et sur laquelle flotte le drapeau rouge. Des réunions de travail aussi ont lieu. Un des jeunes ouvriers, sans doute peu politisé, ne voit pas la nécessité d'un comité de grève car pour lui « *les gars, qu'ils soient syndiqués ou non syndiqués, ils s'expriment... et on leur donne la possibilité de s'exprimer, de la même façon que s'il y avait un comité de grève.* »

Yvon Rocton lui explique l'importance d'un comité de grève et la différence avec le syndicat. Certes, il le fait d'une manière qui ne serait pas vraiment la nôtre, en gauchiste tout de même, avec un langage qui, même pour la période de Mai 68, n'est peut-être pas le plus approprié. Mais il est vrai que c'est un défaut constant de l'extrême gauche que de ne pas se soucier suffisamment de son langage, de la manière de manier les idées, pour les rendre vraiment accessibles aux prolétaires.

« Qu'on le veuille ou pas, explique donc Rocton, le syndicat, c'est l'expression élémentaire du mouvement de la classe, c'est-à-dire son organisation spontanée tendant à s'organiser pour la défense des intérêts particuliers au sein de la société capitaliste. C'est donc un organe de défense au sein de la société capitaliste.

« Le comité de grève, c'est autre chose. Le comité de grève, c'est le rassemblement de toute la classe d'une part, parce que le syndicat, on est obligé de le constater également, ne rassemble qu'une fraction de la classe en général d'ailleurs. En plus dans le cadre de la lutte, la lutte elle pose des problèmes autres que ceux que le syndicat peut résoudre. Comme je disais tout à l'heure, le syndicat c'est un organe de défense des travailleurs dans le cadre de la société capitaliste. Le syndicat ne peut pas à lui tout seul émanciper la classe ouvrière de l'ensemble de ses aspirations. Le comité de grève, c'est le rassemblement de la classe dans son ensemble, c'est-à-dire que c'est les travailleurs en grève et les travailleurs, c'est tout le monde.

« Et le comité de grève a cette autre qualité qui est alors essentielle, c'est qu'il tend à devenir l'embryon du pouvoir ouvrier, c'est-à-dire qu'à partir de l'organisation de la classe, le comité de grève représentant la classe dans son ensemble, il pose des problèmes dans son ensemble en fonction même du développement de la lutte, les comités de grève représentant des aspirations globales de la classe ouvrières et tendant à créer une dualité de pouvoir au sein de la société capitaliste. Il y a d'un côté l'Etat bourgeois représenté par l'ensemble de ses forces de répression, juridiques, policières etc... le gouvernement et ces choses là. D'un autre côté, le comité de grève, c'est l'embryon du pouvoir ouvrier face à l'Etat capitaliste, c'est-à-dire face à ses flics, c'est-à-dire que le comité de grève c'est aussi son propre armement. Parce que qu'est-ce qu'un piquet de grève ? Ce n'est pas autre chose que le début du réarmement du prolétariat dans cette histoire, c'est-à-dire c'est un organe de combat même s'il n'y a pas les fusils, etc... toutes ces choses-là... Mais ça veut dire qu'il protège les grévistes. Qu'est-ce qu'on fait à l'usine, sinon ça (...).

« Le comité de grève, en se coordonnant au niveau des localités, au niveau des quartiers, au niveau des départements, au niveau national, crée une situation de l'Etat ouvrier embryonnaire au sein même de la société bourgeoise, c'est-à-dire qu'il pose le problème de savoir qui va être le maître dans le pays, de l'Etat capitaliste ou de la classe ouvrière ? De la même manière qu'à l'usine, le comité de grève et les piquets de grève pose le problème qui est le maître, le patron ou les ouvriers ? Et aujourd'hui le fait même qu'on détienne le patron à l'usine, c'est le problème de la dualité de pouvoir : dans cette usine, qui est le maître, le patron ou les ouvriers ?

« A l'échelle nationale, le comité central national de grève par exemple étant assis, étant structuré sur des comités de bases à tous les échelons, c'est le problème de l'Etat ouvrier naissant si on veut qu'il tende à se développer, à s'organiser ». Yvon Rocton donne un exemple concret de ce que pourrait être un tel comité à l'échelle nationale : c'est la possibilité de s'échanger de l'aide entre secteurs d'activités. Ainsi, le comité de grève de

parents d'élèves et de l'enseignement pourrait aider les travailleurs en grève dans les usines pour faire garder leurs enfants, les commerçants pourraient accorder des crédits aux travailleurs, etc...

A Nantes, une manifestation de 40 000 travailleurs défilera. On peut y entendre l'Internationale, dont les paroles sont maintenant présentes dans toutes les manifestations, à Paris comme en province. Sur les banderoles, on lit :

« Luttons pour vivre »

« Solidarité avec les étudiants »

« Liberté d'expression et démocratie à l'école »

« La lutte de classe reprend ses droits »

« A bas le régime capitaliste »

« Autogestion – Liberté d'expression »

Pour conclure sur ce chapitre, voici un joli texte entendu sur les ondes de RFI dans *La marche du monde* à propos de Mai 68. Il est de Michel de Serteau, historien, et il s'intitule « la prise de parole » :

« En Mai dernier, on a pris la parole comme on a pris la Bastille en 1789. De la prise de la Bastille à la prise de la Sorbonne, entre ces deux symboles, une différence essentielle caractérise l'événement du 13 mai 1968. Aujourd'hui, c'est la parole prisonnière qui a été libérée. Quelque chose nous est arrivé, quelque chose s'est mis à bouger en nous, émergeant d'on ne sait où, remplissant tout à coup les rues et les usines, circulant entre nous, devenant notre, mais en cessant d'être le bruit étouffé de nos solitudes. Des voix jamais entendues nous ont changé, du moins avons-nous ce sentiment. Il s'est produit ceci d'inouï, nous nous sommes mis à parler. Il semblait que c'était la première fois. De partout sortaient les trésors endormis ou tacites, d'expériences jamais dites, une vie insoupçonnée surgissait ».

LA REPRESSION DANS LA RUE

On trouve dans *Le livre noir des journées de Mai* édité, par les syndicats étudiants et enseignants du supérieur, les coupures et articles de journaux de l'époque qui y sont regroupés, ainsi que les témoignages des victimes de la répression. A la lecture de ces témoignages, on perçoit la fureur et la brutalité avec laquelle les policiers ont agi. Les CRS matraquent les manifestants, portent des coups aux visages, continuent à tabasser les personnes tombées au sol, à coup de pied, crosse, ou matraque. Rien n'arrête leur furie. L'un des slogans qui durera toute la période sera « CRS - SS ». Toutes personnes se trouvant là peut être tabassée : photographes, journalistes, cinéastes, venus témoigner. Les recteurs des académies parleront « d'escalade de la violence » alors que les CRS exercent une violence sadique et sans limite. Arrestations et contrôles d'identités s'ensuivent.

Frappés sauvagement, les gens se réfugient dans les entrées des immeubles, dans les escaliers ou chez les habitants. Mais les CRS n'hésitent pas à prendre d'assaut les immeubles, cassant des fenêtres à coup de pierre, balançant des gaz lacrymogène, obligeant les occupants à sortir de l'intérieur. Une fois dans la cour de l'immeuble, les CRS continuent à tabasser les gens, embarqués dans les cars CRS, les femmes sont molestées et humiliées, se retrouvant parfois dénudées. Le commissariat du 5^{ème} arrondissement devient le siège de violences à l'égard des manifestants. On y parle de tortures. Un certain parallèle est fait avec la répression algérienne du 17 octobre 61. Quoi qu'il en soit, les policiers sont souvent les mêmes.

On déplore beaucoup de blessures graves, de fractures aux membres, de traumatismes crâniens, de brûlures aux yeux dues aux gaz lacrymogènes. Des infirmiers de la Croix rouge, venus secourir les blessés, sont eux aussi passés à tabac.

Des cafetiers sont solidaires des manifestants et ne coopèrent pas avec la police. Une personne témoigne : *« Il est deux heures du matin, mercredi 8 mai, je viens d'entrer avec un ami dans le café "le Rond-Point", boulevard Montparnasse. Nous sommes sur le point de nous asseoir quand un homme entre en courant ; il est pourchassé par les CRS. Presque immédiatement le gérant du café éteint les lumières et ferme la porte à clé ; un ou plusieurs policiers brisent une partie du vitrage et lancent des grenades. (...) Je ne sais pas combien de grenades ont été lancées mais l'atmosphère est devenue irrespirable au point que l'on était près de perdre conscience. Le gérant du café a évité la panique en criant de se masser au fond du café ; pendant cinq à dix minutes nous sommes restés accroupis dans le silence car personne n'avait la force de bouger. (...) Le gérant du café a surveillé la situation à l'extérieur et quand il a vu que la densité des CRS diminuait, il a conseillé aux gens de sortir par un ou par deux. Nous étions encore en état de bouger et nous sommes partis ainsi ».*

Le 10 juin, alors que la mobilisation continue à Flins, Gilles Tautin, un jeune lycéen maoïste de 21 ans se noie en voulant fuir la police. D'après l'exposition de photos de Gilles Caron, consacrée à Mai 68, organisée par la ville de Paris à l'été 2018, Gilles Tautin aurait été poussé par un CRS dans la Seine où il se serait noyé. Le 11 juin 68, au 22^{ème} jour de grève à Peugeot-Sochaux, la répression fait 150 blessés et deux morts, deux ouvriers : Pierre Beylot, tué par les CRS lors de l'évacuation de l'usine et Henri Blanchet qui se tue en tombant d'un mur soufflé par une explosion.

1968, UN MOUVEMENT INTERNATIONAL

L'année 1968 est vécue comme un moment de révolte internationale, et chacun, depuis son pays, s'intéresse à ce qui se passe dans le même temps ailleurs, y puise des raisons supplémentaires d'y croire et de persévérer. En Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Belgique, à Prague en Tchécoslovaquie, au Sénégal, en Algérie, en Egypte, à Chicago, aux États-Unis, au Brésil, au Japon, en Chine, partout on lutte.

Ici, ce sont les étudiants qui sont en révolte contre l'ordre établi et certains, parfois, en relation avec ceux d'autres pays. Là, c'est plus généralement un mouvement populaire contre une situation d'oppression, de dictature. Ailleurs encore, une lutte spécifique, comme celle des Noirs américains. De telles luttes, il en existe en réalité de très nombreuses et bien souvent, et elles passent plus ou moins inaperçues, ne semblent avoir aucun rapport les unes avec les autres. Mais le moment de 1968 a ceci de particulier que toutes ces luttes se rejoignent à la fois par l'actualité, et surtout par la manière que l'on a alors de les voir.

À Alger, les étudiants de l'université se révoltent contre le manque de moyens qui leur sont accordés. Leurs revendications sont d'ordre primordial, le droit de manger correctement, la nécessité d'avoir des chambres disponibles pour ceux qui arrivent de loin. Comme en France, les étudiants revendiquent le libre accès de l'université pour tous. Et comme en France on remet en cause le pouvoir en place (Boumédiène en Algérie), mais aussi la famille, l'autorité du père, l'autorité du chef. Un ancien étudiant militant devenu professeur témoigne du travail clandestin qu'ils sont obligés de faire car ils se savent « suivis et

infiltrés ». Des camarades ont été arrêtés et torturés. D'autres sont partis en exil. « *On avait une conscience révolutionnaire du monde* » dit-il.

Dans son livre, Ludivine Bantiny donne un exemple de rencontre entre militants de nombreux pays et de la jeunesse révolutionnaire : « *C'est dire l'importance accordée au grand rassemblement anti-impérialiste qui se tient à Berlin les 17 et 18 février 1968. La préparation en est intensive : le PSU et la JCR affrètent des cars venus de province, depuis la Bretagne, la Normandie, le Nord de l'Alsace ; la JCR met en place des "cercles ouverts sur Berlin", réalise des affichages massifs –une affiche internationale est diffusée, en plusieurs langues, symbole tangible de cette pratique internationaliste. Une souscription est lancée pour soutenir la popularisation de la manifestation. Cinq cent militants français sont présents à Berlin. Ernest Mandel pour la 4^{ème} Internationale et Rudi Dutschke pour le Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS) interviennent en commun sur les répercussions de la guerre du Vietnam en Europe occidentale, Janette Habel et Mario de Santis prennent la parole sur la situation en Amérique Latine. La manifestation du 18 février, qui rassemble 30 000 personnes, est l'occasion d'apprendre de nouvelles pratiques, plus spectaculaires.* »

En Allemagne, les étudiants révolutionnaires semblent avoir particulièrement développé leur organisation, notamment à partir du SDS, l'organisation socialiste allemande, qui s'est donnée pour objectif le combat contre le système capitaliste. Des conférences de presse sont donc organisées, ou des congrès comme celui du 17-18 février 68 qui a un retentissement international. La guerre du Vietnam est au centre des discussions, mais pas seulement. Dans les rassemblements politiques qui regroupent plusieurs milliers de personnes, on parle aussi de s'organiser dans l'unité lors des manifestations, et face aux forces de l'ordre. On discute d'unité avec les travailleurs, et on fait beaucoup référence à Rosa Luxembourg et à l'action des masses. Néanmoins, on remarque que ce développement ne semble pas entraîner une volonté parallèle de rechercher un développement dans le monde ouvrier.

Lors d'une interview, un étudiant allemand s'exprime en français : « *Avec la guerre du Vietnam, il y a une prise de conscience qui continue et qui augmente, d'une protestation morale à une protestation qui s'est matérialisée avec la contestation de la société et qui ne fonctionne pas comme elle prétendait fonctionner* ». « *Les problèmes de la lutte pour la victoire de la révolution vietnamienne offre une possibilité de faire revivre un internationalisme qui a été détruit par le stalinisme* ».

La manifestation internationale du 18 février 68 organisée à Berlin contre la guerre du Vietnam est très disciplinée et organisée. Les étudiants militants portent un casque blanc sur la tête. Ils marchent ou courent à petites foulées en rang serrés, scandant « *Ho Ho Ho, Ho Chi Minh* ». Les portraits géants de Rosa Luxembourg, Lénine, Ho Chi Minh, Che Guevara accompagnent les manifestants. Des slogans bravent l'Etat américain « *G.I hors du Vietnam !* » ; « *USA – SA - SS* » ; « *USA = murder* » ; des images géantes montrent les conséquences des brûlures au napalm ; on peut lire encore :
« *Le peuple vietnamien vaincra* »
« *Comité d'Action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien – Clamart* »
« *Front uni anti-impérialiste pour la victoire de la révolution au Vietnam* »

Rudi Dutschke, leader allemand de la contestation étudiante, dit que les étudiants allemands cherchent aussi l'unité avec les travailleurs et que l'Etat a cherché à séparer les travailleurs des étudiants en les faisant passer pour « *le diable ou la peste aux yeux des travailleurs, pour creuser un fossé entre eux et nous* », ou en disant que les étudiants étaient

des « extrémistes et des provocateurs ». A présent, dit Rudi Dutschke, on se bat pour la liberté « sociale et politique ». Le SDS disait se considérer comme une organisation œuvrant à promouvoir l'unité avec les autres organisations des autres pays. Rudi Dutschke, encore : « *Au SDS, la direction est collective. Pas de chef idéologique, pas de "guide" mais une organisation large, capable de constituer une avant-garde, d'organiser des comités de base qui mènent leur propre lutte et découvrent théorie et méthode par leur pratique, s'autocritiquent dans leur pratique et développent des formes de lutte plus justes, plus efficaces, plus larges* ».

L'un des objectifs que se donne le SDS est « la lutte pour "briser" l'OTAN », car, selon lui, elle « *offre la possibilité d'une transformation révolutionnaire de l'Europe. L'OTAN a dévié de son but – défense contre le communisme. Maintenant elle réduit ses troupes en Europe pour les employer pour des guerres dans le Tiers monde. Nous devons expliquer aux masses la fonction de l'OTAN, sa raison d'être – opprimer les masses travailleuses et lutter contre leur émancipation. Il faut briser l'OTAN, en liant internationalement les organisations révolutionnaires isolées en Europe, en préparant l'anéantissement direct de ses bases à la fois par des actions subversives et par des actions de masse* ».

Partout dans monde, la répression est sévère : à Prague, en Tchécoslovaquie, on dénombre 90 morts suite à la répression de la manifestation du 20 août 68, lorsque les chars soviétiques venus prêtés main forte au pouvoir viennent mater les manifestants. Un jeune étudiant de 21 ans, Jan Palach, s'immole aussi par le feu à la fin de l'année 68 pour protester contre l'invasion des chars soviétiques. À Mexico, en octobre 68, la répression fait 300 morts. Parmi les figures devenues emblématiques, Rudi Dutschke est victime d'un attentat lors d'une manifestation et succombera quelques années plus tard à ses blessures. Peu de temps après l'attentat, une manifestation en soutien à Rudi Dutschke sera violemment réprimée. On dénombre 2 morts et 800 blessés.

MAI 68 ET LES IMMIGRES

A cette époque, un grand nombre d'immigrés vivent à la périphérie des villes dans ce qu'on a appelé les bidonvilles, tels qu'on a pu le voir ces dernières années en France, où vivaient des Roms ou bien une immigration subsaharienne dans le grand bidonville de Calais qui comptait 4000 personnes, démantelé sous Sarkozy. En 1968, il existe plusieurs bidonvilles en région parisienne, celui de Massy, celui de Champigny dans le Val de Marne, celui de Nanterre à côté de l'université. Ces bidonvilles sont des baraques faites de taule, de cartons, de toile, de bois, où les travailleurs immigrés vivent à plusieurs. Les conditions d'hygiène sont insuffisantes et déplorables : l'eau manque, les sanitaires n'existent pas ou alors c'est très précaire. La proximité attire les maladies. Les risques d'incendies sont là. On circule dans la boue, dans la crasse, au milieu de détritits ou de rats. Les baraques sont numérotées, sans doute pour recevoir le courrier.

La Glu est un film en noir et blanc de 18 mm, tourné en 68 dans un des bidonvilles de la région parisienne. C'est un film sans parole, juste des images pour voir, pour se rendre compte de la misère dans laquelle vivent ces travailleurs de la glu. Ces immigrés que la France avait fait venir de ces anciennes colonies pour avoir une main-d'œuvre à bon marché, en en faisant des laisser pour compte de la société. Les regards des enfants sont tristes. Le soir après le travail, les travailleurs chantent en oubliant leur quotidien dans l'alcool. En 68, ils

sont 2 600 000 immigrés en France : les Espagnols sont 585 000, les Portugais 300 ou 350 000, les Algériens 550 000. On compte aussi des Antillais et des Africains noirs.

A Massy vivent alors des Portugais. Dans leur pays, ces travailleurs étaient paysans, vivaient dans des conditions misérables et sous la dictature de Salazar. Ils n'avaient ni le droit de faire de la politique, ni le droit de se réunir en association, ni le droit de faire grève, celle-ci était considérée comme un crime. C'est en France qu'ils ont l'espoir de trouver une vie meilleure. Dans les années 60, 1 million de portugais ont fui le pays. Arrivés en France et majoritairement analphabètes, les Portugais qui n'ont pas la culture de la lutte « *subissent* » les événements de mai 68.

Des travailleurs témoignent qu'ils ont été obligés de s'arrêter de travailler car on les avait menacés de leur casser la gueule. Ceux-là n'ont pas vécu mai 68 comme un progrès, car ils vivaient dans la peur de tout perdre. D'autres Portugais qui avaient eu la chance dans leur pays d'apprendre à lire et à écrire vont apprendre aussi à se battre aux côtés des travailleurs français. A Renault, dans les comités d'action, les travailleurs portugais sont parmi les plus actifs et s'expriment sur des affiches :

« *Non aux bidonvilles* »

« *Non aux villes-bidons* »

« *L'urbanisme est un acte politique, il doit être au service du peuple* ».

Le 10 mai, les Portugais écrivent un tract dans leur langue : « *10 millions de travailleurs français et étrangers luttent contre le gouvernement des riches et des patrons et pour de meilleures conditions de vie. Profitant des difficultés dans lesquelles se débattent les travailleurs, le consulat et la mission catholique font de la propagande pour que les travailleurs retournent au Portugal. Pourquoi ? Surtout pour que les travailleurs portugais continuent les yeux fermés et n'apprennent pas à lutter contre l'exploitation avec la classe ouvrière française* ».

Ludivine Bantigny raconte : « *Parmi les collectes réalisées, certaines sont consacrées à aider les travailleurs étrangers et leurs familles, parmi les plus précaires et les plus mal logées. Ici aussi, la solidarité s'organise. A Paris, le comité d'action du 14^e arrondissement ravitaille les foyers du quartier et aide les familles nord-africaines en priorité. Des comités d'action privilégient l'aide alimentaire aux bidonvilles, comme c'est le cas à Nanterre. A la faculté de droit d'Assas, une commission « Luttés ouvrières » met en place un comité d'alphabétisation pour les travailleurs étrangers. Des documents informent sur les foyers de travailleurs ou les centres d'hébergement, tels ceux de Citroën où les ouvriers s'entassaient à quatorze ou quinze dans des deux pièces aux loyers élevés. Les étudiants étrangers jouent un rôle actif dans ces rencontres –une quarantaine d'étudiants portugais participent aux meetings de Montreuil, Ivry et Saint-Denis* ».

Les étudiants à leur côté dans la lutte revendiquent pour les immigrés le droit de grève, le droit d'association et de vote et l'abolition du statut des immigrés en France. Dans la rue, les étudiants brandissent leurs banderoles :

« *Brisons l'isolement des bidonvilles* »

« *Vive la lutte unie des travailleurs français et immigrés* »

Des Portugais, retournés dans leur pays au moment de la retraite, disent qu'en 68 en France ils ne comprenaient pas les événements. Ils reconnaissent qu'ils vivaient dans l'ignorance et que tout leur paraissait normal. L'un témoigne qu'il a commencé à comprendre

qu'en France les gens ne se battaient pas que pour eux mais pour d'autres aussi, et que d'autres pays se battaient aussi. Mai 68 lui a fait comprendre, lui a fait prendre conscience qu'ils étaient trompés, eux, les travailleurs portugais, par leur propre pays.

En Mai et Juin 68, les étudiants et les militants révolutionnaires qui font le pas de s'intéresser au sort, jusque là méconnu, des travailleurs immigrés, n'iront pas plus loin que la dénonciation, et l'affirmation d'une solidarité entre tous les travailleurs. Mais ces idées vont germer, et bientôt, l'on assistera à des mouvements de lutte ou grève importants, au sein même du monde immigré.

LA PLACE DES FEMMES EN MAI 68

Les femmes prennent-elles la parole en mai 68 ? Pour être tout à fait objectifs, il faudrait poser la question aux femmes qui l'ont vécu. Mais pour en avoir une idée, on peut s'appuyer sur les nombreux documentaires existants. On peut alors se permettre de penser que oui, les femmes prennent la parole elles aussi, elles se l'approprient et elles s'imposent en tant que femmes.

En 1968, les femmes sont encore loin d'avoir obtenu la maîtrise de leur corps : Elles n'ont pas accès directement à la pilule. Même si la loi qui en interdisait jusqu'à l'information a été abrogée en 1967, elle est interdite en dessous de 16 ans, soumise à l'autorisation des parents jusqu'à 21 ans, et n'est pas remboursée par la sécurité sociale. L'avortement, lui, reste interdit et se fait clandestinement dans des conditions très précaires, avec pour bilan 3 à 400 morts par an. Même le Parti communiste français, bien machiste et surtout nataliste, en est à préconiser une autorisation d'avortement seulement si la femme est en danger, ou s'il y a risque de malformation.

Le combat des femmes pour imposer leurs droits et gagner en dignité se gagnera plus tard, dans les années 70, avec la naissance du Mouvement de Libération des Femmes (MLF), les manifestations, la lutte pour la liberté de choisir de disposer de leur corps comme elles l'entendent. Une contraception réellement accessible sera ainsi légalisée en 1974, et le droit à l'avortement médicalisé en 1975. Mais il est évident que tout cela a germé, et en a été nourri.

Dans le documentaire *Dix semaines qui ébranlèrent la France*, on voit un grand magasin en grève où tout est à l'arrêt, où les femmes dansent de joie, expriment un sentiment de liberté. Une femme interviewée se montre solidaire des ouvriers en pointant du doigt les écarts de richesse entre leur société de progrès et les travailleurs qui n'ont rien. Dans un autre documentaire, *Le droit à la parole*, une femme dénonce le mot réforme qui selon elle ne veut rien dire et propose de le remplacer par « révolution ». Une autre intervient dans un amphithéâtre, peut-être celui de la Sorbonne, et pose la question : « *Maintenant, étudiants-ouvriers, qu'est-ce qu'on va faire ? C'est pour cela qu'on est là !* »

La réaction profonde de la société en place à cette manifestation des femmes en tant que femmes est significative de l'importance du problème que cela lui pose. Et elle se manifeste dans la manière policière de réprimer les femmes : « *Les agressions sexistes atteignent un degré de violence exacerbé dans les pratiques policières : robes déchirées lors des arrestations, coups systématiques au ventre, gestes obscènes –matraque entre les jambes -, fouilles au corps dans les cars et au dépôt de Beaujon, qui peuvent aller jusqu'à des tentatives de viols, limitées par l'intervention de gradés* » (Ludivine Bantigny). *Le livre noir*

des journées de Mai mentionne des policiers traitant des manifestantes de « *putains dont ils allaient s'occuper* » et des CRS menaçants : « *Espèces de salope, on va te faire défiler dans les rues de Paris à poil.* »

Pour Ludivine Bantigny, « *qu'il s'agisse de paroles ou de gestes, le mépris et la violence faite aux femmes sont peu pensés, peu critiqués : ils font partie du tout-venant qui a cours alors, où les femmes sont considérées d'abord pour leur corps et selon les canons de la beauté* ». Cette violence corporelle particulière exercée sur les femmes par les forces de l'ordre, n'est pas remise en cause dans la société de 68, selon elle, parce que les femmes sont d'abord considérées comme objet sexuel et non comme un être à part entière, qui peut penser et avoir un avis. La prise de parole dans la rue est une occasion pour elles de s'affirmer, de revendiquer le fait d'être une femme à part entière, de revendiquer une place dans la société. Et elles se réunissent également entre elles pour discuter dans des réunions ne regroupant que des femmes.

Dans le documentaire *Dix semaines qui ébranlèrent la France*, devant l'usine Billancourt, on voit une femme des bureaux prendre la parole pour raconter le début de la grève spontanée chez Renault et se faire respecter d'un gars qui veut lui couper la parole pour intervenir. Ludivine Bantigny : « *Il est toutefois question, non seulement de libération, mais aussi de la difficulté à s'exprimer en tant que femmes, souvent accentuée lorsque sont intériorisés des complexes d'infériorité lié à l'appartenance sociale. Françoise est employée au Crédit foncier, syndiquée à la CGT ; elle n'a pas fait d'études. Lorsqu'elle rejoint le comité d'action des 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements de Paris qui se réunit chaque jour à l'Ecole des arts appliqués et rassemble entre 80 et 100 personnes, elle se sent partagée entre le désir de prendre la parole et le "sentiment de beaucoup (s')écraser" face aux étudiants et intellectuels présents. Elle se convainc que ce qu'elle a à dire n'est pas intéressant et que peut-être elle ne saura pas bien l'exprimer. Elle reconnaît aussi en être affectée physiquement ; il lui faut faire effort pour parler, au prix d'angoisses et de maux de ventre. Les pressions de genre se traduisent là dans le corps, en une incarnation sensible des contraintes de classe et de sexe.* »

Tout ceci est vrai, et cette difficulté à parler est également présente dans le rapport entre le monde ouvrier et le monde étudiant. Elle est présente de la même manière au sein même du monde ouvrier, entre les OS (ouvriers sans qualification) et les techniciens, entre la masse ouvrière et l'aristocratie ouvrière. Mai 68 pose la question de toutes ces fractures. La vie qui précédait ne faisait que les préserver, tenant chaque fois au silence celui ou celle en état d'infériorité sexuelle ou sociale.

Comme dans bien des domaines, les choses continueront à bouger, les mentalités et les pratiques à changer, au cours des années qui suivent 1968. Ainsi, lorsqu'en 1973, les travailleurs de Lip, une usine d'horlogerie à Besançon, sous la direction de la CFDT locale, organisent l'autogestion de l'entreprise, on a le sentiment d'une présence plus égale des femmes dans la lutte. Le documentaire *Lip 73* montre des femmes en avant dans la lutte, qui militent pour garder et préserver les 480 emplois menacés. Elles expliquent aux gens le fonctionnement de l'usine, ouverte à tous. Et l'on peut venir voir et se rendre compte sur place. On voit quelques femmes en pantalon.

Une grande banderole accrochée à l'entrée de l'usine annonce fièrement : « *C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie !* », signé « *Les travailleurs* ». 1300 salariés occupent l'usine. Ils se réunissent en assemblée générale, forment des commissions de travail

et gèrent l'entreprise par eux-mêmes car les patrons l'ont désertée. Les ouvriers sont responsables de leur travail de bout en bout.

Il semble qu'une des leçons de mai 68 a été de ne pas se cantonner dans l'usine mais au contraire d'en sortir, de se faire connaître, y compris à travers le monde et de populariser sa lutte, en faisant même des pièces de théâtre et en racontant leur histoire. Ils appelleront également les flics venus entourer l'usine à la solidarité. Les travailleurs révèlent le mépris des patrons en publiant leur décision découverte « *dans les serviettes des administrateurs* » : « *490 à dégager* ». Le journal local titre : « *Au cours d'une conférence de presse, à l'usine, les travailleurs dénoncent, documents à l'appui, les mensonges des patrons* » et « *LIP = les travailleurs maîtres de leur usine* ».

Toutefois, Lip 1973 a eu ses limites politiques. Le mouvement a préservé l'idée de gestion de l'entreprise. Il n'a pas été question d'abolition du capitalisme. Les ouvriers occupent l'usine, vendent les montres, se versent un salaire. Un peu partout en France, la population manifeste pour témoigner de la solidarité avec les Lip. A Hyères, Valence, Six-fours, Ile de Ré ; en Suisse aussi. Les Lip font de l'autogestion en attente de négociations. Ils ont démontré au patronat qu'ils peuvent se passer de lui, mais ils placent leur espoir dans des négociations qui doivent les remettre sur la voie "normale". Leur lutte aura duré 11 mois.

L'ATTITUDE DE LA CGT ET DU PCF

Lors de la manifestation traditionnelle du 1^{er} mai 1968 à Paris, on voit le service d'ordre syndical s'en prendre à l'extrême gauche, et la CGT cogner durement. Sur les banderoles, on peut lire « *Ouvriers et étudiants, tous ensemble* », ou encore « *Le PC a décidé de séparer luttes ouvrières et luttes étudiantes. La Sorbonne ne doit pas rencontrer Renault. La CGT déclare la classe ouvrière chasse gardée et bloque tout contact* ». Les étudiants mettent en garde le rôle des syndicats, en particulier de la CGT alliée avec le PC. Ils sont tout à fait conscients du rôle des syndicats dans les luttes passées, comme en 1936 où ils ont été les artisans de l'arrêt de la grève.

Dans tout le pays, les grèves ouvrières ont démarré de façon spontanée, en dehors et sans mot d'ordre des directions syndicales, même si des militants locaux et des directions syndicales locales ont aussi été partie prenante. C'est un problème pour la direction de la CGT. De plus, la répression policière a fait basculer l'opinion en faveur des étudiants à dater du 10 mai. A partir de ce moment, la CGT va chercher par tous les moyens à diviser les étudiants des ouvriers, et aussi à contrôler sa propre base. La manœuvre syndicale sera d'appeler à une grève pour le 13 mai (Partisan dit qu'ils n'ont jamais parlé de grève générale). Une manière détournée aussi de faire croire qu'elle est solidaire avec sa base.

Cette manœuvre ne fonctionne pas. Le lendemain 14 mai, 2800 ouvriers de Sud-Aviation se mettent en grève. Les usines automobiles suivront à leur tour : Renault Flins, le 15 mai. Renault Billancourt, le 16 mai. Le 20 mai, c'est Peugeot Sochaux, Alsthom à Belfort, Citroën à Paris, Michelin à Clermont-Ferrand. Le 22 mai, la France compte 10 millions de grévistes.

Lorsque le 17 mai, 3000 étudiants et lycéens arrivent aux portes de Renault Billancourt en scandant « *le pouvoir aux travailleurs* », un cortège de militant cégétistes boucle l'accès à l'usine. En 1968, Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, répond à un

journaliste à propos de Cohn-Bendit et du mouvement du 22 mars : « ... *Les travailleurs voient d'un mauvais œil les interventions qui se produisent et qui prétendent se substituer à leurs responsables pour diriger leur lutte. La classe ouvrière est majeure, elle n'a nul besoin d'immixtion et d'ingérence extérieure pour prendre des responsabilités qu'elle a à prendre à la période présente.* » Soyons clairs, pour lui et ses confrères, la classe ouvrière ne peut et ne doit agir que sous la direction, sous les ordres même de la CGT.

En 1998, à l'occasion de la commémoration des 30 ans de 1968, on entendra Henri Krasucki, numéro 2 de la CGT en 1968, justifier cette intervention et se mettre soi-disant du côté des étudiants : « *Dès le début, nous ne pouvions pas prendre le risque de donner le moindre prétexte d'incidents qui seraient arrivés et qu'on aurait pu grossir, et qu'on aurait pu dire, voilà, ça met la sécurité du pays en danger, parce que des barricades d'étudiants courageuses... Leur signification... elles sont ce qu'elles sont, on les traite avec des coups de gourdins et des grenades qui font pleurer. Les barricades ouvrières, elles sont faites autrement dans l'histoire et on ne se contente pas de grenades qui font pleurer.* »

Une façon de dire : les ouvriers risquent de mourir avec des balles réelles face aux forces de l'ordre, alors que ces étudiants, leurs barricades, leur lutte, c'est de la rigolade, presque un amusement de jeunes bourgeois. Restons donc sagement chacun chez soi. Evitons la rencontre. On ne va pas laisser ces jeunots inconscients faire prendre des risques trop graves aux ouvriers...

Regardons de plus près l'attitude de la CGT face aux ouvriers de Flins, qui, rappelons-le, se sont mis en grève sans appel de leur direction. Les syndicats, « devancés » donc par les ouvriers qui décident d'eux-mêmes de se mettre en grève, vont émettre leurs propres revendications, en faisant tampon (extrait du reportage *Osez lutter, osez vaincre*). Un permanent CGT dit de façon hautaine et autoritaire :

« *C'est la CGT qui dirige la manif, alors gardons les mots d'ordre de la CGT* » :

« *Une augmentation de salaire plus substantielle* »

« *Des mesures plus immédiates de réduction de la durée du travail* »

« *L'abaissement d'âge de la retraite* »

« *Intégration de la prime dans le salaire* »

De leur côté, les ouvriers se sont regroupés pour préparer leurs propres mots d'ordres. On peut lire sur les pancartes qu'ils ont confectionnées « *La terre aux paysans* » ; « *Les usines aux ouvriers* » ; « *Le capital à l'humanité* ».

— Le syndicaliste : « *Pour le moment, ce n'est pas le mot d'ordre pour lequel nous nous battons* ».

— Un ouvrier lui répond : « *Tu vas te mettre à freiner le truc* ».

— Le syndicaliste : « *Non, nous il ne s'agit pas de freiner, il s'agit d'avoir des choses justes* »

— L'ouvrier : « *Mais c'est juste "La terre aux paysans" comme mot d'ordre* »

— Le syndicaliste : « *Oui, mais comme mot d'ordre aujourd'hui chez Renault, c'est pas le mot d'ordre juste. C'est aux paysans de porter leur pancarte. Gardez des mots d'ordre qui soient des mots d'ordre de notre grève. Sur le fond, tu n'a pas tort, on veut effectivement que les usines appartiennent aux ouvriers et que ça soit les ouvriers qui dirigent le pays, mais aujourd'hui, ce n'est pas à l'ordre du jour. Aujourd'hui, nous voulons nos revendications. "Le capital à l'humanité", cela ne veut rien dire du tout* ».

— L'ouvrier : *« Mais tout le monde sait ce que ça veut dire. Ça veut dire, c'est qu'actuellement c'est les patrons qu'ont les capitaux et nous on a simplement les forces de travail qu'on invente ».*

Mais le syndicaliste, en chien de garde de la direction martèle :

— *« On a des mots d'ordre de la CGT, alors respectons-les, ne les mettons pas dans la manif ».*

Certains ouvriers sont conscients en partie d'être « encadrés » par leur direction syndicale. D'autres font confiance aux syndicats. En tout cas, la CGT a cherché, y compris jusque dans les mots d'ordre préparés par les ouvriers eux-mêmes, à diviser le mouvement, à le dévier de l'intérieur. Un ouvrier de chez Flins ne cache pas sa colère :

— *« J'explose, j'ai mal au cœur, ça me fout en pétard. Les problèmes de fond doivent être résolus par la base et non par la "tête". Jusqu'à maintenant dans les syndicats, c'est toujours la tête qui amenait la base, et maintenant ça doit changer. Ça doit être la base qui doit amener la tête. (...) »*

Sur d'autres pancartes, les ouvriers ont exprimé leur ras le bol :

« On en a marre »

« Les grévistes se battent pour le peuple »

« Le gouvernement populaire, c'est l'affaire du peuple seul »

« Les usines aux ouvriers »

Les ouvriers se sont organisés aussi pour faire face à une éventuelle répression des forces de l'ordre, en préparant des boulons pour se défendre. Mais la CGT, à nouveau s'y oppose, prétextant qu'ils doivent agir dans le calme et l'ordre. Au 34^{ème} jour de grève, la CGT prend la parole et casse le mouvement : *« 35 heures de négociations, le recul de la direction, des augmentations de salaire, une réduction du temps de travail de 1 heure sans perte de salaire, les journées de grève payées à 50%. Les résultats sont un succès incontestable ! ».*

On peut aussi citer l'exemple de Renault Billancourt. L'assemblée générale est impressionnante le matin du 25 mai : 25 000 ouvriers, venus écouter le résultat de la négociation entre patronat et syndicat. Georges Séguy, accompagné d'Aimé Halbeher, le secrétaire général de la CGT Billancourt, du haut d'une tribune improvisée à plusieurs mètres de hauteur, et surplombant l'assemblée des ouvriers, s'adresse ainsi aux travailleurs. Il est applaudi avant de prendre la parole. Et, parlant de la négociation : *« Chers camarades, pendant 29 heures durant quasiment ininterrompues, nous avons livré bataille face à un adversaire tenace... ».* Mais les ouvriers protestent, faisant savoir que ce qui est proposé ne sera pas une raison d'arrêter la grève. Alors, Séguy, opportuniste change de ton et s'adapte, pour ne pas se couper définitivement de la base : *« Ne nous méprenons pas camarades, rien n'est signé... ».*

Ce ne sont pas les luttes des ouvriers qui sont décisives, mais les heures de négociation entre chefs syndicaux et chefs patronaux, voilà ce que dit la CGT. Elle réussit à faire applaudir le mot d'ordre flou du Parti communiste *« Gouvernement populaire »*, repris par des milliers d'ouvriers tapant dans les mains.

À l'usine de Flins, c'est la CGT qui appelle à la reprise du travail, et c'est le patronat, sous le couvert syndical, qui organise le vote, à bulletin secret. Parmi les ouvriers conscients du rôle des syndicats, l'un dit : *« Moi je suis d'accord pour un vote à main levée, ça c'est valable ! parce qu'à bulletin secret... Que le patronat organise un vote et que le syndicat accepte un vote, c'est ni plus ni moins trahir les travailleurs. On ne résout pas le problème ».*

par un vote. On résout le problème par une action totale des travailleurs... » Sur 8292 votants, 56% des travailleurs sont pour la reprise du travail et 41% sont pour continuer la grève.

Des ouvriers réagissent aux résultats : *« C'est pas nous qu'on a arrêté, c'est les délégués ». « On a l'impression que le mouvement a été cassé par la CGT, je le dis franchement, pour une question d'élections. Je veux dire par là que on était soucieux que tout le monde retourne au boulot pour être tranquilles.... pour les élections... et on s'est foutu des revendications des travailleurs ».*

Le 18 juin, le journal du Parti communiste *L'Humanité* titre fièrement : *« Renault : ils reprennent ce matin fiers de leurs succès et forts de leur unité ».* Et Henri Krasucki de dire : *« Vous avez contribué à accroître l'autorité de la classe ouvrière ».* La CGT, débordée par le mouvement au tout début, a fini par reprendre le contrôle, et se montre, aux yeux de la bourgeoisie et du patronat, responsable de la bonne gestion du pays.

— Un syndicaliste CGT : *« La lutte de classe, il faut l'amener, mais il faut aussi l'amener consciemment. Je comprends votre esprit actuellement qui se dégage d'une certaine catégorie de jeunes travailleurs, c'est l'esprit... il faut dire le mot... révolutionnaire, que vous le vouliez ou non, mais est-ce que vous croyez actuellement que le travailleur français, il est mûr ?*

— *« Pourquoi pas ? »* dit un ouvrier

— *« Il a été mûr pendant un moment... »* consent le syndicaliste.

Pour faire reprendre le travail, une des grandes manœuvres de la CGT va être de dire mensongèrement à telle usine et telle entreprise, que les autres, ailleurs ont déjà repris le travail, qu'ils ont voté la fin de la grève, qu'il ne faut surtout pas rester seuls en grève ; et de répéter que ce qui a été obtenu est un succès, qu'il est impossible d'obtenir plus, qu'on peut même y perdre à continuer ainsi.

C'est qu'un grand nombre de travailleurs, même très peu politisés, peu conscients, ont suffisamment goûté à la liberté, à la solidarité, à l'absence des chefaillons, de l'obéissance quasi militaire dans l'usine, pour ne pas avoir envie de reprendre cette vie-là. A l'usine Wonder de Saint-Ouen, fabrique de piles, dans des conditions épouvantables, et après trois semaines de grève et d'occupation de l'usine, une jeune ouvrière révoltée ne veut pas reprendre le travail et crie sa rage de toutes ses forces, filmée par la caméra. Nous sommes le 10 juin 68, la reprise du travail a été votée. Sur le toit de l'usine, on peut découvrir une banderole *« Nous ne cédon pas, nous ne rentrons pas ».* La direction appelle à rentrer. L'ouvrière s'appelle Jocelyne. Elle est entourée par deux syndicalistes CGT de Saint-Ouen, qui à tour de rôle vont lui poser la main sur l'épaule, lui parler doucement pour la calmer, lui dire de rentrer sagement. Sa colère est mêlée à ses larmes. Seule, elle tient têtes aux deux bureaucrates :

— Nous, on la gagne pas, notre vie !

— Bon on n'a peut-être pas obtenu tout ce que tu pouvais rêver, c'est peut-être vrai...

— On n'a rien !

— Il a reculé... c'est à nous de rester vigilants... Tout le monde a décidé de rentrer. Alors rentre avec tes camarades... tout le monde...

— Non ! moi je ne rentrerai pas !! Je ne rentrerai pas là-dedans, ça j'mettrai plus les pieds dans cette taule !! Vous, rentrez-y, vous allez voir quel bordel que c'est, on est dégueulasse jusque-là, on est toutes noires, faut le voir, vous !!

— On l’sait, on l’sait, mais on va pas tout résoudre aujourd’hui. On pourrait y arriver de l’imposer...

— De toute manière c’est fini ! Maintenant on n’pourra plus rien avoir, c’est pas vrai ! pas avec le patron !

— C’est pas fini, c’est une étape...

— C’est bien ce qu’il a perdu. Il a dit que chez Wonder, ça ne sera plus comme avant...

— Et premièrement pour le vote, ils ont fait des saloperies !

— On l’sait, on l’dénoncera, mais on peut pas tout avoir d’un seul coup. C’est une étape...

— Il a été saboté le vote, oui !! Ils ont fait ça à la saloperie oui !!

Un gars soutient l’ouvrière :

— Le vote qui a été fait ici a été fait sans un seul représentant... sans un seul employé...

— C’est une victoire, tu entends... c’est une victoire ! Ils ont reculé !

— Ils nous ont eu !

— Mais non...

— Mais moi je regarde quand même (le papier à la main), c’est que le patronat, il a été (?), les salaires, il voulait pas en entendre parler...

— Il l’augmente de 10% !

— ... le coup des arrêts de travail, le coup des vacances, qu’il voulait vous faire travailler votre semaine de vacance, il a fallu qu’il recule... et il y a encore des trucs à gagner !

— Les travailleurs qui rentrent aujourd’hui rentrent dans l’unité, et bien conscients de ce qu’ils ont fait !

— Vous gagnez votre vie mais nous, on la gagne pas, notre vie !!

— Moi, de toute manière je ne rentre pas, c’est pas la peine. Allez-y rentrez, tiens ! Si on vous laisse rentrer, vous verrez comment qu’est là-d’dans !

On entend quelqu’un dire :

— Il y aura des représailles maintenant, imagines-toi à sa place, elle vient de gueuler maintenant

— Représailles, représailles... À une seule condition, c’est qu’il y ait une section syndicale forte qui veille... et ils en ont une ! Il y a plus de 200 syndiqués maintenant (...) et c’est là l’important. Avant il n’y avait rien chez Wonder ! Ils faisaient c’qu’ils voulaient. Maintenant, ils ne peuvent plus faire c’qu’ils veulent ! Et c’est l’important ! Et c’est là la victoire je crois.

— C’est dégueulasse ! on est noirs ! On est des vrais charbonniers quand on sort d’la d’dans ! On n’a même pas d’eau chaude pour s’laver !

— Même pas besoin d’aller aux chiottes ! On n’a pas l’droit !!

Le directeur de l’usine interpelle les ouvriers :

— Les gens de chez Wonder, voulez-vous rentrer reprendre votre travail tranquillement, dans le calme.

— C’est ça !!

— Je répète, les gens de chez Wonder, rentrez reprendre votre travail tranquillement »

— C’est ça ! Une semaine en moins !!

Au fond, ce que dénonce cette femme, c’est l’essence du système capitaliste : son exploitation. Et il est vrai que, quelles que soient les luttes syndicales, cette exploitation subsiste, reste présente, dès lors que l’on est un salarié face à un patron qui vous embauche. Et c’est pourquoi une autre lutte que la lutte syndicale est indispensable, une lutte qui se donne pour objectif un changement du système lui-même, seule issue pour émanciper les travailleurs. Les deux syndicalistes, eux, ne font que vouloir ramener cette femme à cette lutte économique, syndicale, en lui disant qu’elle a marqué des points. Ils ne la convaincront pas. Car Mai 68 lui a fait sentir que cela ne suffit pas, qu’il n’était pas normal de vivre ainsi. En ce sens, Mai 68 a bousculé les fondements de cette société capitaliste.

Le 25 février 1972, Pierre Overney, ouvrier chez Renault, militant maoïste de la Gauche prolétarienne, est tué par un vigile armé à l'entrée de l'usine, où il distribuait des tracts. Alors que toute l'extrême gauche et la gauche réagit, organisant une manifestation considérable dans Paris, qui marquera politiquement la fin réelle de l'épisode Mai 68, le PCF et la CGT frappent sur Overney au moins aussi fort que sur le gouvernement : la CGT et le Parti communiste français dénoncent les "*provocateurs gauchistes, agents du gouvernement et du patronat*".

Si De Gaulle sera l'artisan du retour à l'ordre depuis les hautes sphères du pouvoir, c'est la CGT et le PCF qui en auront été les maîtres d'œuvre sur le terrain, en luttant contre le mouvement là où il était vivant.

LE RETOUR A L'ORDRE BOURGEOIS

Nous l'avons dit dans l'historique ci-dessus, à un moment, le 29 mai exactement, le pouvoir, au sommet de l'État, semble absent. Beaucoup de ses hauts fonctionnaires sont alors convaincus que le régime va tomber. Il ne tombera pas. De Gaulle se reprend, et il lui suffira de replanter son drapeau pour lever massivement tous ceux qui sont contre Mai 68, des contremaîtres serviles aux travailleurs peu conscients, des fonctionnaires dévoués aux puissants organisés, des catholiques dévoués à l'ordre aux incroyants et aux bandits aux ordres d'un Pasqua. Le 30 mai, toute la droite conservatrice ou réactionnaire, des beaux quartiers aux militants d'extrême droite, défile aux cris de « *A bas l'anarchie !* » et aussi « *Cohn-Bendit à Dachau* » brandissant les drapeaux bleu blanc rouge.

Mais, plus peut-être que cette manifestation symbolique qui se forme sur les Champs-Élysées, c'est le recours aux élections qui sera, très concrètement, le chemin du retour à l'ordre social et politique. Cela va marcher d'abord parce que les forces politiques de gauche marchent, et à fond, dans cette direction. Les élections, dans un pays comme la France, sont encore quelque chose d'un peu sacré : il faut les respecter, voter si l'on est citoyen. Et pour les respecter, il faut évidemment que la société fonctionne normalement.

Toutes les forces, politiques et syndicales, de gauche, toutes impliquées dans le jeu démocratique bourgeois, plongent immédiatement dans la voie ouverte par Pompidou, qui a enfin convaincu De Gaulle. Cela aurait pu ne pas fonctionner. En particulier, si le pays était encore resté ne serait-ce que partiellement paralysée par les grèves, une élection sereine aurait pu être compromise. Mais, nous l'avons vu, le Parti communiste, en la personne des militants CGT dans les entreprises, va user de toute sa présence, son énergie, son organisation, pour faire coûte que coûte reprendre le travail, et rétablir en fait l'ordre.

Les forces de la droite, basées sur le principe de la répression, étaient déconsidérées, justement parce que c'est la répression qui avait été à l'origine du mouvement d'émotion et de sympathie pour les étudiants. Voilà pourquoi, au fur et à mesure que les événements ont avancé, l'appareil d'État avait beau utiliser sa police, il ne regagnait en rien ni autorité ni popularité.

Lorsque l'on analyse avec recul les événements de Mai 68, on peut dire que, de bout en bout, ce sont finalement le PCF et la CGT qui ont manœuvré, agi, en vue de reprendre en main la situation et de chercher les voies du rétablissement de l'ordre. Un dirigeant au moins

du Parti communiste aura l'honnêteté intellectuelle de le reconnaître, c'est Charles Fiterman : « *On dit que la CGT a des troupes armées (...) ; les gauchistes dès le début sont les adversaires du PC et le PC préférerait de loin le gouvernement gaulliste que le triomphe des gauchistes* ».

Les élections donneront, le 30 juin, une majorité comme jamais la droite n'en avait eue au Parlement. La gauche a ainsi fait un beau travail. Mais n'ayant pas, depuis fort longtemps, participé à un gouvernement, l'espoir populaire en un changement va progressivement se recentrer sur elle, jusqu'aux élections de 1981.

MAI 68 DANS L'HISTOIRE

Mai 68 est fait, au fond, de situations étonnantes : un mouvement de révolte lancé par ceux-là même qui sont chargés de prendre en mains la société et la diriger dans quelques années ; des étudiants qui sont bien plus convaincus par le marxisme que les ouvriers auxquels ils s'adressent ; et ce monde ouvrier qui a bien du mal à les écouter, tant il est cadenassé par une bureaucratie syndicale qui en fait une masse de manœuvre à son service ; une insurrection populaire alors que les conditions de vie de la population sont loin d'être les plus mauvaises de la période.

Depuis, la polémique fait rage pour savoir quelle a été l'importance de Mai 68. Révolution ou pas ? Évènement d'importance ou sans aucune ? A-t-il apporté des choses ou rien ? Et quelle place donc dans l'histoire ?

Si l'on considère que l'histoire est faite de grandes dates, avec des nouveaux chefs, de grandes victoires, de forces battues, d'institutions nouvelles, Mai 68, c'est quasiment zéro. Juste des grèves, des manifestations, des pavés lancés, des images et des paroles.

Mais si l'on regarde l'histoire sans se fixer sur les dates, en cherchant à comprendre les éventuelles transformations dans la profondeur, on ne sait plus où donner de la tête tant ces changements sont multiples : la manière de voir les professeurs, la manière pour ceux-ci d'enseigner et de s'adresser à leurs étudiants, la place du père dans la famille, la considération pour les mères qui se retrouvent seules, la manière des femmes de se voir elles-mêmes, et par voie de conséquence le regard des hommes sur les femmes, c'est finalement la quasi totalité des formes traditionnelles de l'autorité qui ont été ébranlées et modifiées.

La famille n'est plus du tout la même aujourd'hui. Les femmes ont acquis des droits essentiels concernant leur sexualité. Les travailleurs ont su, à diverses reprises, mettre en place pour leurs luttes des organisations leur permettant de s'en donner le contrôle (comités de grève, coordinations). La pratique des assemblées générales, par exemple, s'est imposée.

D'une certaine manière, alors que la lutte syndicale traditionnelle s'en prenait et s'en prend toujours à l'ordre économique, aux inégalités économiques, aux injustices se traduisant sur le plan économique, et ne parle que de cela, car c'est la seule chose sur laquelle la société bourgeoise peut faire des concessions, si le rapport de forces est suffisant, Mai 68 lui s'est attaqué à tout le reste : à toutes les formes de domination autres, bien plus difficiles à dire et à circonscrire, difficiles à cerner et qui n'ont parfois même pas de nom, toutes ces petites dominations qui en temps normal paraissent normales, tant elles sont habituelles et peu contestées. Mais ce sont elles qui font la base de la société où l'on vit.

Enfin, Mai 68 n'a rien revendiqué. Il ne s'adressait pas aux autorités pour demander un changement, parce qu'il contestait l'idée même d'autorité. Les changements, le mouvement nous en a convaincus, consciemment ou inconsciemment, de leur importance, de leur nécessité, et ils ont été imposés, de fait, par la pratique, d'en bas. La loi, quand il y en a eu, comme pour l'avortement, n'a fait que suivre.

SOURCES

FILMS

Décembre noir (2008)
Mai 68, dix semaines qui ébranlèrent la France (Rotman 1998)
11 juin 68 (collectif Peugeot-Sochaux 1968)
Le joli mois de mai (Arc 1968)
Le pouvoir est dans la rue (Tanner 1968)
Grands soirs et petits matins
Le droit à la parole (Andrieu)
1968, un monde en révolte (Dominici)
Oser lutter, oser vaincre Flins 68 (Thorn 1969)
Lip 73 (Dubosc 1997)
Le drôle de mai (2008)
Traces de mai (CGT Seban 1998)
Avec les cheminots du dépôt SnCF de Paris-Sud-Ouest (Moszkowicz 1968)
Guadeloupe Mai 67, un massacre oublié 2011
Paroles ouvrières, paroles de Wonder (Richard Copans 1996)
La reprise du travail aux usines Wonder (Pierre Bonneau et Jacques Villemont 1968)
Le premier mai à Saint Nazaire
Nantes Sud Aviation
Berlin 68 –Rudi Dutschke
La glu

INTERNET

https://fr.wikipedia.org/wiki/Mai_68

LIVRES et BROCHURES

Mai 68, un mouvement toujours jeune –L'Ouvrier n°86- Mai 98
Mai 68 Un mouvement politique –Jean-Pierre Duteuil- Ed. Acratie Avril 2008
Mai 68 Une histoire gaie –témoignage d'un militant communiste, Mathieu- édité par Cinquième Zone (avril 1998)
Mai 68 L'affichage en héritage –Michel Wlassikoff
L'imagination au pouvoir –Walter Lewino- Photographie de Jo Schnapp
Mai 68 –texte de Lutte Ouvrière- Mai 88
Le livre noir des journées de mai –UNEF/SNE Sup- Ed. Combats Seuil
1968 De grands soirs en petits matins –Ludivine Bantigny- Ed. Seuil
68 –Bruno Barbey-
Brisons les vieux engrenages –Partisan magazine- Mai 2018 Numéro spécial Mai-juin 1968
On a raison de se révolter –Alain Badiou- Ed. Fayard
Mai 68 -Bibia Pavard- Ed. Que sais-je ?
Vite ! Une déambulation de Frédéric Joignot en mai 68

BANDES DESSINÉES

La veille du grand soir Mai 68 –Patrick Rotman ; Sebastien Vassant
Lip des héros ordinaires –Laurent Galandon ; Damien Vidal